

CORONAVIRUS

LES VACCINS CONTRE LA COVID-19 AU COEUR D'UN G20 INÉDIT, EN MODE VIRTUEL

Page 16

BILAN CORONAVIRUS

**1.088 CAS
CONTAMINÉS,
EN 24 HEURES**

Page 4

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4136 | Lundi 23 novembre 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

LIGUE 1

**LE CHABAB
ANNONCE LA
COULEUR !**

Page 14

RECRUESCENCE DES CONTAMINATIONS

LES AUTORITÉS PUBLIQUES MOBILISÉES

Pages 3



SIKDA

**TREMBLEMENT DE TERRE
DE 5,2 DEGRÉS PRÈS
D'EL HARROUCH**

Page 16



ATTAR

**LES EXPORTATIONS
DE GAZ ALGÉRIEN ONT
CHUTÉ DE 4,7%**

Page 4



7

qx de kif traité par les douanes dans la wilaya de Béchar.

35

kg de kif traité saisis par la PJ de Beni-Boussaid.

800

mille doses de vaccin antigrippal bientôt réceptionnés.

Signature pour le renforcement des droits de l'enfant Algérie - Unicef

Un plan de coopération pour l'année 2021 a été paraphé entre l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance et le bureau de l'Unicef à Alger dans le but de renforcer les droits de l'enfant. Le programme de coopération a été signé par la déléguée nationale à la protection de l'enfance et présidente de l'ONPPE et le représentant de l'Unicef à Alger la veille de la Journée mondiale des droits de l'enfant, célébrée le 20 novembre de chaque année, date commémorant l'adoption de la Convention internationale des droits de l'enfant. Ce programme prévoit plusieurs axes liés au renforcement des capacités, à travers l'organisation de sessions de formation destinées aux dans le domaine de l'enfance, en sus de l'élaboration d'études de terrain liées au domaine de l'enfance. A cette occasion, des campagnes de sensibilisation aux droits de l'enfant ont été annoncées sous la supervision de l'ONPPE et en coordination avec le bureau de l'Unicef à Alger, elles prévoient des



spots sur les principes fondamentaux des droits de l'enfant, dont l'accès aux soins, le droit à la protection et à l'information utile.

Ould Kablia publie "Boussouf et le Malg, la face cachée de la révolution"



Dans son ouvrage intitulé *Boussouf et le Malg, la face cachée de la révolution*, Dahou Ould Kablia, qui a occupé une place de premier plan dans la hiérarchie du ministère de l'Armement et des liaisons générales (Malg) livre une vision de l'intérieur de

cette organisation. Ces mémoires de 389 pages publiées aux éditions Casbah émanent d'un "devoir de mémoire" des membres de l'association des anciens du Malg. L'ouvrage dédie une partie aux transmissions et à l'approvisionnement en armes pendant la guerre de Libération nationale assurée de 1954 à 1956 par Ahmed Ben Bella et Mohamed Boudiaf remplacés, après leur arrestation, par les colonels Amar Benaouda et Abdelhafid Boussouf. L'auteur met en avant l'apport du Malg dans les négociations notamment sur la question du pétrole grâce aux renseignements "fournis par Salah Boukourir, secrétaire adjoint du délégué général du gouvernement français à Alger, relatifs aux opérations économiques dans le Sahara" et au concours d'Enrico Mattei, P.-dg de la société italienne des hydrocarbures (ENI). L'ouvrage s'intéresse également aux premières années de l'indépendance dans un chapitre intitulé "L'héritage de la révolution" relatant les différentes crises politiques de 1962 à 1965 avant de revenir sur les politiques et faits saillants de différentes périodes de gouvernance.

Lancement de la finance islamique à l'agence CPA d'Ouled-Fayet

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a lancé la commercialisation de produits de la finance islamique au niveau de son agence "136" de Ouled-Fayet, destinés aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises.

9 nouveaux produits, développés depuis plus de 3 ans, sont conformes aux préceptes de la charia islamique après avoir été certifiés par le comité Chariaa de la banque.

Le CPA a également obtenu les certificats de conformité du Haut-Conseil islamique (HCA) ainsi que l'agrément de la Banque d'Algérie.

La commercialisation de ces produits se fera progressivement à travers l'ensemble du réseau national bancaire CPA. Il inclura des produits de dépôt et de financement comme le compte courant islamique, le compte chèque islamique, le compte épargne islamique, le compte d'investissement islamique, l'offre "Mourabaha Aqar/Sayara/Tadjhiz", ainsi que l'offre "Ijara immobilier et équipements".

Pour commercialiser ces nouveaux produits financiers, le CPA a créé au niveau de chaque agence un guichet dédié. De plus,



la banque publique forme des équipes pluridisciplinaires de cadres commerciaux pour la commercialisation progressive de ses produits de la finance islamique.

D
I
X
I
T

Djamel Belmadi

"Le seul souci de Belaïli est la constance. Un talent de Youcef ajouté au professionnalisme d'Aïssa Mandi auraient permis au joueur d'évoluer au moins à Tottenham ou à l'Atlético Madrid. Je suis sûr de ce que je dis. Il a tellement de talent. J'aurais voulu qu'il soit plus constant, avoir un bon environnement autour de lui..."

Poursuivi par un bébé écureuil, il appelle la... police

La scène s'est déroulée à Karlsruhe, dans le sud-ouest de l'Allemagne. Vers 8 h du matin, un homme se retrouve aux prises avec un petit écureuil, qui le suit et ne le lâche plus. Il a alors appelé Police Secours.

Une patrouille a été envoyée sur place et a trouvé l'homme - persécuté par la petite bête tête -.

La situation a trouvé son épilogue naturellement car le bébé écureuil s'est endormi de lui-même, sans doute épuisé.

Les policiers ont d'abord rapporté l'animal au commissariat où ils lui ont aménagé un petit nid douillet.

Puis, ils se sont occupés de lui trouver un logis moins provisoire. Il a ainsi été placé dans un refuge.

Il avait un sifflet coincé dans le... poumon

Des médecins indiens ont été confrontés à un cas très étrange. Un petit garçon présentait une toux sifflante, très inhabituelle. Après plusieurs auscultations et examens, ils ont résolu le mystère. Ce n'était pas une maladie rare, mais un... jouet qui s'était logé dans le poumon de l'enfant.

Les médecins ont pu retirer l'objet responsable de cette mystérieuse toux. L'enfant l'avait avalé en jouant avec.

RECRUESCENCE DE LA COVID-19

L'Etat en état d'alerte



La recrudescence de la pandémie du coronavirus, qui est en train d'atteindre chaque jour des pics encore plus haut, est loin d'être prise à la légère.

PAR KAMAL HAMED

Les autorités publiques sont plus que jamais mobilisées, pour faire face à cette montée en flèche des nombres de cas atteints par la Covid-19. Un nombre qui a dépassé la barre des mille cas par jour, et qui ne cesse de monter, battant chaque fois le record précédent. On comprend dès lors mieux l'empressement des autorités à mettre en œuvre les mesures adéquates, pour essayer de juguler cette recrudescence. En effet, outre les mesures prises récemment par le gouvernement, dans le cadre des mesures prises ces derniers temps par le gouvernement avec notamment le retour du confinement généralisé, désormais à pas moins de 29 wilayas du pays, les autorités, sans doute plus que jamais conscientes du danger de la pandémie, ont haussé quelque peu

le ton un cran au dessus. En atteste les contrôles quotidiens qu'effectuent les services chargés de faire respecter la réglementation, s'agissant des mesures de prévention. Les chiffres de la Direction générale de la Sûreté nationale, dont les éléments ont accentué les sorties sur le terrain, sont là pour confirmer que les autorités ne badinent pas avec la nécessité de respecter les mesures barrières, dans tout l'espace public. A l'issue de cette vaste opération, la Direction nationale de la Sûreté nationale, (DGSN), a annoncé que des milliers de cas de violation de la réglementation ont été relevés, et ce en l'espace d'une semaine seulement. Dans un communiqué rendu public, avant-hier samedi, la DGSN a annoncé avoir enregistré 6.486 violations liées au non-respect des mesures préventives. Au cours de la période du 14 au 20 novembre 2020, les sûretés ont enregistré 3.452 violations liées au non-respect de la distance de sécurité, qui s'inscrit dans le cadre de la prévention du coronavirus. Au cours de la même période, 3.034 violations ont été enregistrées, liées au non-respect des règles de sécurité imposées au niveau des magasins. Et cette campagne ne semble pas prête de s'estomper, puisque la DGSN se dit

mobilisée pour dissuader les contrevenants. Il n'y a pas que les commerçants qui sont verbalisés. Les citoyens non respectueux des mesures barrières, le sont tout autant, notamment s'agissant du port obligatoire du masque dans les endroits publics et clos. Ce tour de vis des autorités est, au demeurant, à juste titre. Car c'est notamment le relâchement observé dans le respect des mesures de prévention, qui a grandement contribué à la hausse des cas atteints de la COVID-19. D'où le renforcement des contrôles et la multiplication des rappels à l'ordre, à l'adresse des citoyens.

Autant dire, que l'Etat veut donner l'impression d'être en guerre contre la pandémie et, pour ce faire, tente de mobiliser tout son appareil pour y faire face. Le vendredi dernier, tous les prêches dans les mosquées ont porté sur la sensibilisation des fidèles sur le respect des mesures de prévention. L'on a aussi remarqué le retour aux campagnes de désinfection de l'espace public. C'est dire, que face au danger, les pouvoirs publics donnent l'impression d'être sur le pied de guerre, et tout porte à croire que cette campagne se poursuivra longtemps encore.

K. H.

JUSTICE

10 ans requis contre un cadre de Sonatrach et des terroristes repentis à Tlemcen

Le procureur de la Cour pénale d'appel du Conseil judiciaire d'Oran a requis, aujourd'hui, une peine de 10 ans de prison contre 19 accusés, dont un cadre de Sonatrach, trois terroristes pénitents, des commerçants et des étudiants universitaires, pour appartenance à une cellule terroriste loyale à l'organisation extrémiste "Etat islamique, en Irak et au Levant", dite "ISIS", au deuxième jour du procès de la cellule terroriste. En février de l'année dernière, le Tribunal pénal de première Instance a condamné tous les accusés, à 7 ans de prison pour s'être engagés dans des groupes terroristes et avoir incité à louer l'Organisation terroriste "ISIS", à travers les médias et la technologie.

L'audience du procès des personnes impliquées dans l'affaire, qui se déroule au niveau de la Cour d'Appel, a révélé,

que les éléments du service d'Instruction judiciaire du deuxième District militaire d'Oran, ont réussi un important travail de renseignement, en étant en mesure, le 3 février 2018, de pirater les comptes électroniques d'une cellule, pour les encourager à rejoindre la Turquie et les Émirats arabes unis, diverses devises étrangères, billets pour Istanbul et Abu Dhabi, ordinateurs, CD et smartphones, utilisés pour communiquer avec l'Organisation terroriste elle-même, en plus de la saisie de documents de propagande religieuse, et de grosses sommes d'argent en monnaie algérienne et en Lire turque.

Les services de sécurité ont immédiatement saisi ces réserves, arrêté 3 terroristes repentis, qui se sont avérés être chargés de la formation au combat dans les "montagnes", avec l'arrestation d'étudiants universitaires, dont la tâche

était d'étendre l'activité de propagande et de louer les actions de l'organisation extrémiste dirigée par son émir "al-Baghdadi", à travers les médias sociaux, à travers les tentations financières et l'ouverture de comptes bancaires en Turquie et leurs corps ont été retrouvés à la plage de Bader, sur la côte de Tlemcen, et affichés sur le compte de l'organisation pour obtenir un écho médiatique d'une part, et un jeton pour remplir la validité de rejoindre ISIS sur la seconde main.

Au domicile de l'un des étudiants impliqués, 7 épées japonaises "samourai" avec la confiscation de livres djihadistes Takfiri, dont un livre intitulé "lutte contre le Léviathan", et les déclarations des détenus devant la Cour d'Appel, entre un aveu et un démenti des accusations attribuées à tous.

DIPLOMATIE

Cuba réaffirme son soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui

Cuba a réaffirmé son soutien à la recherche d'une solution au Sahara occidental, à même de garantir l'autodétermination du peuple sahraoui, a indiqué le ministère des Affaires étrangères cubain, dans un communiqué publié samedi.

Le communiqué, repris par l'agence de presse (Prensa Latina), exprime "la préoccupation" de Cuba, face aux événements qui se sont déroulés au Sahara occidental ces derniers jours, à la suite de l'agression militaire marocaine à El Guerguerat. Ce soutien, rappelle le ministère, est conforme aux buts et principes de la Charte des Nations-unies, en particulier la Résolution 1.514 de l'Assemblée générale, intitulée "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux".

COUR D'ALGER

Le procès en appel de Baha Eddine Tliba reporté au 29 novembre

Le procès en appel de l'ancien député Baha Eddine Tliba, condamné en première instance à huit (8) ans de prison ferme et à 8 millions de DA d'amende, est reporté au 29 novembre prochain.

L'ancien député a été jugé notamment pour infraction à la réglementation de change et des mouvements des capitaux de et vers l'étranger.

La décision du report de l'audience intervient à la demande du collectif de défense de l'accusé pour « étudier davantage le dossier ».

Le tribunal de première instance avait condamné, le 9 septembre dernier, Iskander Ould Abbès, fils de l'ancien SG du parti du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès, à la même peine.

Le tribunal avait également, condamné par contumace, à vingt (20) ans de prison ferme l'autre fils de Djamel Ould Abbès, El Ouafi, contre lequel un mandat d'arrêt international a été émis pour les mêmes chefs d'accusation, en sus de l'obtention d'indus avantages.

Poursuivi pour les mêmes accusations, en sus de l'abus de pouvoir, Bouchnaq Khelladi a été condamné à une peine de deux (02) ans de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 DA, tandis que Mohamed Habchi a été acquitté.

CONSEIL ISLAMIQUE SUPRÊME Directives pour les personnes infectées par la Covid-19

Le chef du Conseil islamique suprême, Abdellah Ghoulamallah, a appelé dans un communiqué "le pays" infecté par le coronavirus, à adhérer à la pierre, et à ne pas sortir pour se mélanger avec les autres. Ghoulamallah a expliqué, que les personnes infectées par le coronavirus doivent être responsables, conscientes et éthiques, et que les intérêts du groupe prévalent sur leurs propres intérêts, ajoutant que le patient qui n'adhère pas à la pierre ne lie pas son comportement à halal ou haram autant qu'il est lié au manque de conscience.

ATTAR

Les exportations de gaz algérien ont chuté de 4,7%

Le ministre de l'Energie, Abdelmajid Attar, a prédit aujourd'hui, que les exportations de gaz algérien diminueraient de 4,7% cette année, en raison de la baisse de la demande en provenance d'Europe et de la concurrence des approvisionnements américains moins chers. Les exportations de l'Algérie, qui représentent 95% de ses ventes de pétrole et de gaz, devraient atteindre 41 milliards de mètres cubes de gaz cette année, contre 43 milliards de mètres cubes en 2019, a déclaré Attar dans un communiqué à Reuters. Les revenus du pétrole et du gaz ont atteint 33 milliards en 2019 et devraient enregistrer 23 milliards cette année. La production totale de gaz atteindra 126 milliards de mètres cubes, contre 127 milliards de mètres cubes en 2019, a déclaré Attar, car la production a été affectée par le vieillissement des champs et le manque d'investissement, tandis que la consommation intérieure a augmenté de 5,3% par an depuis 2009 pour atteindre 46 milliards de mètres cubes l'année dernière.

CORONAVIRUS

Le nombre des contaminations se maintient par-dessus la barre des 1.000 cas

Le nombre journalier des contaminations par le coronavirus continue de fluctuer, par-dessus la barre des 1.000 cas. 1.088 nouveaux cas confirmés ont été dépistés durant ces dernières 24 heures en Algérie, en hausse par rapport à samedi (1.019), sans pour autant atteindre le pic du vendredi (1.103). 17 patients ont succombé à leur contaminations, tandis que 611 ont été déclarés guéris, selon le bilan du comité scientifique chargé du suivi de l'épidémie de ce dimanche 22 novembre 2020. Le bilan fait état de 46 personnes en soins intensifs, contre 52 hier. L'Algérie totalise désormais, 74.862 cas confirmés, depuis l'apparition de l'épidémie, fin février, dont 2.275 décès et 48.794 guérisons.

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS À L'HÔPITAL ET DANS LES PHARMACIES

Une tension qui risque de s'aggraver avec l'arrivée de l'hiver

À l'hôpital, ou dans les pharmacies, les ruptures de stocks et la tension d'approvisionnement en médicaments, que connaît le pays depuis plusieurs années, se sont fortement accentuées depuis le début de l'épidémie de la Covid-19.

PAR IDIR AMMOUR

Les acteurs tentent de s'adapter comme ils le peuvent. Les nouveaux modes de production et d'approvisionnement en médicament sont directement pointés du doigt. "On bricole comme on peut, afin de proposer des solutions aux patients", soupire ce pharmacien exerçant dans une officine de centre-ville. En cause, les ruptures d'approvisionnement en médicaments auxquelles les pharmacies, mais aussi celles des hôpitaux, sont confrontées quasi quotidiennement, depuis quelques années. Ajoutez à cela, les peurs liées au coronavirus entraînent une véritable ruée sur les médicaments des maladies chroniques. En effet, c'est la panique dans les pharmacies et certains patients sont très inquiets, de peur de manquer de médicaments. Une situation des plus alarmantes, puisqu'il s'agit de médicaments essentiels et d'intérêt thérapeutique majeur. Le retard



dans la mise sous traitement, ou l'interruption du traitement, peuvent mettre en jeu le pronostic vital des patients. D'autant plus, que 50% de ces produits sont importés, et ces inquiétudes ne cessent de s'aggraver après la suspension des échanges commerciaux et de toutes les liaisons aériennes et maritimes vers l'Europe. Lovenox, de la famille des héparines, un anticoagulant introduit dans le protocole thérapeutique de la Covid-19, constitue l'une des molécules les plus recherchées ces derniers jours, suivis de la vitamine D3, également prescrite dans ce contexte épidémiologique, dénoncent les professionnels. A ceux-là s'ajoutent de nombreux médicaments, tels que la progestérone injectable, les anti-inflammatoires, des antibiotiques, la Ventoline et certains produits indiqués pour des affections dermatologiques, qui sont introuvables au niveau des pharmacies. A cet effet, les patients et leurs proches recourent aux

réseaux sociaux, pour tenter de trouver une issue, soit pour être orienté vers une pharmacie ou se faire dépanner. "Une tension qui risque de s'aggraver avec l'arrivée de l'hiver, en plus de l'épidémie de la Covid-19", signale-t-on, en expliquant que cette situation ouvre la voie à toutes les dérives. Selon Abdelkrim Touahria, président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, il a fait savoir, que la pénurie de médicaments que connaît le marché national actuellement, est imputée "à la mauvaise gestion de la situation de la part de la cellule de veille, ainsi que l'Agence nationale des médicaments, qui peine à trouver une issue". Du côté de la tutelle, une nouvelle organisation est mise en place. Elle est présentée aux opérateurs de la pharmacie, pour justement arriver à une meilleure régulation du marché et, surtout, faire en sorte qu'il y ait une coordination entre importateurs, producteurs et distributeurs.

GRIPPE SAISONNIÈRE

Coup d'envoi de la campagne nationale de vaccination des seniors

Le coup d'envoi de la campagne nationale de vaccination des personnes âgées, contre la grippe saisonnière, a été donné, dimanche, depuis le Foyer pour personnes âgées (FPA) de Dely Brahim à Alger, sous la supervision des ministères de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

S'exprimant à cette occasion, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a mis en avant les efforts déployés par son secteur, pour garantir une prise en charge optimale des catégories vulnérables, notamment celle des personnes âgées. Elle a assuré, par là même, de l'existence d'une volonté politique pour apporter l'assistance nécessaire à cette catégorie, particulièrement en cette conjoncture sanitaire difficile, marquée par la propagation de la Covid-

19 et de la grippe saisonnière dont le vaccin doit être assuré, en vue de parer à ses complications. De même qu'elle a loué les efforts consentis par le corps médical et la société civile, dans l'objectif de préserver la santé du citoyen, à travers sa sensibilisation au respect des gestes barrières et mesures préventives, contre la propagation de l'épidémie de la Covid-19.

S'agissant de la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière, la ministre a affirmé, qu'elle sera généralisée à l'ensemble des régions du pays, notamment les zones d'ombre.

Abondant dans le même sens, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a affirmé, lui aussi, que cette campagne nationale sera généralisée aux quatre coins du pays. Elle ciblera, dans un premier temps, les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques, ainsi que les habitants des zones

d'ombre et reculées, a expliqué le Pr. Benbouzid qui a assuré de la disponibilité du vaccin.

Ce vaccin assure, selon le ministre, une protection contre la grippe, à hauteur de 60%. Dans le cas où la personne vaccinée est infectée, l'effet de la maladie sera bénin, n'affectant pas sa santé.

Le 03 novembre, une campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière avait été lancée et se poursuivra tout au long de la période automne-hiver. Dans ce sillage, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a affirmé la disponibilité du vaccin au niveau des Etablissements de santé publique (ESP), et des pharmacies d'officines, rappelant qu'à chaque automne, des milliers de personnes en Algérie sont infectées par la grippe saisonnière, et que la vaccination reste "la solution la plus efficace", pour en prévenir les complications.

PANDÉMIE DE LA COVID-19

Situation alarmante et durcissement des mesures du confinement

Le gouvernement entend-il durcir les mesures de confinement, pour faire face à la hausse du nombre de contaminations? Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, qui juge la situation alarmante, écarte la possibilité de durcissement des mesures de confinement.

Il affirme, par ailleurs, qu'en dépit de l'augmentation des cas de contamination, les établissements scolaires resteront ouverts, assurant que des mesures y ont été mobilisées pour permettre une sécurité

maximum des élèves. Pour lui, l'école n'est pas la source de "contamination", appelant les parents à appliquer les mesures barrières de base, pour protéger leurs enfants.

Invité de la chaîne 3 de la Radio algérienne, il veut rester rassurant, en affirmant que son département fait face à la situation. Pour le professeur Benbouzid, les services de santé ne sont nullement dépassés. S'il reconnaît un "épuiement" du personnel chargé des soins, il n'en est

pas de même, déclare-t-il, pour ce qui concerne le taux d'occupation des services de soins. Il existe, précise-t-il, des hôpitaux qui affichent complet et d'autres qui ne le sont pas.

Le problème, indique-t-il, réside dans le manque de coordination entre les structures, sachant que dans leur ensemble ce sont environ 50 % des lits qui sont occupés.

Cela dit, pour l'intervenant, "la situation est globalement maîtrisée", ajoutant tou-

tefois que personne ne peut prédire ce qu'il en sera à l'avenir.

De l'opportunité d'aménager des hôpitaux de campagne pour faire face à un afflux de nouveaux malades, le ministre de la Santé se déclare contre cette éventualité, d'autant, ajoute-t-il, que seuls 42 % des lits réservés à travers le pays aux personnes contaminées sont occupés. Il concèdera, toutefois, qu'un certain nombre d'hôpitaux sont dans une situation extrême, prête à être mobilisée.

DES RUMEURS INFONDÉES SUR LA PÉNURIE

Farine et semoule disponibles jusqu'en avril

De folles rumeurs ont circulé ces derniers jours, sur une éventuelle pénurie des produits céréaliers, suite à l'aggravation de la pandémie virale. Un démenti formel a été apporté par des responsables d'institutions et de représentants des commerçants.

PAR F. ABDELGHANI

C'est l'Office algérien interprofessionnel des céréales, (OaIC), qui a nié "toute disparition des produits céréaliers pour le marché domestique", indiquant dans un communiqué que "le marché national reste régi par une disponibilité de produits à large échelle". Une réponse formulée pour ceux qui ont véhiculé ces derniers jours sur les réseaux sociaux : "une pénurie de semoule et de farine va s'aggraver dans les prochains jours".

Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), Hadj Tahar Boulouar, a également indiqué, que "le stock des produits alimentaires, notamment la semoule et la farine, est disponible jusqu'au mois d'avril prochain", réfutant toute crise sur ces denrées alimentaires. A cet effet, le représentant des commerçants a affirmé que "le scénario des pénuries d'il y a quelques mois, ne se répé-



tera pas", assurant que "tous les commerces sont pourvus en produits céréaliers".

Le président de l'ANCA a considéré, que "malgré la hausse de la courbe de contamination du virus, il n'y a aucune crainte sur la rupture de stock en besoins céréaliers". Cela n'empêche que certains commerces en ont profité, pour faire grimper les prix et, surtout, ceux des pâtes alimentaires, riz et féculents, qui sont pourtant produits localement. Ainsi, le prix des pâtes conditionnées en Algérie est de 65 DA, alors d'habitude, il est affiché entre 45 et 50 DA. Même chose pour le riz qui est cédé entre 100 et 120 DA, et les féculents, tels que les haricots blancs et lentilles, dépassent la barre des 230 DA. Pourtant, c'est l'Etat qui intervient dans la régulation de ces prix, étant donné que ces produits sont

subventionnés directement. Or, les spéculateurs qui guettent chaque occasion, et notamment, la crise sanitaire actuelle, se frottent les mains en stockant le maximum des produits, pour les revendre à prix fort. Une pratique qui est devenue classique à la longue. Mais cette fois, il semble, selon le gouvernement, que les données aient été changées. Les produits phares de l'alimentation, qui ont accusé une baisse l'année dernière, sont actuellement en excédent avec une production largement suffisante pour passer un hiver sans encombre. D'un autre côté, les minorités fonctionnent actuellement à plein régime, après avoir constaté que le marché souffrait de rareté il y a quelques années. Ce sont des indices réconfortant pour balayer l'effet pervers de la pénurie.

F. A.

PRODUCTION DE PRODUITS ET D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES ET ÉLECTROMÉNAGERS

Conditions pour le système de taxation préférentielle

Le gouvernement a fixé les conditions, pour que les clients engagés dans les activités de production de produits et d'équipements électroniques et électromécaniques bénéficient du système de taxation préférentielle, selon lequel les matières premières importées ou acquises localement, ainsi que les composants acquis par les opérateurs actifs dans la production de groupes et sous-groupes, destinés aux produits et équipements électroniques et électroménagers

Le dernier numéro du Journal officiel contenait un décret exécutif fixant les conditions d'admission des clients engagés dans la production de produits et d'équipements électroniques et électroménagers, à bénéficier du régime fiscal préférentiel. Le décret exemptait des droits de douane et de droits à la valeur ajoutée, les matières premières importées ou acquises localement, ainsi que les composants acquis par les opérateurs actifs dans la production de groupes et sous-groupes destinés aux produits et équipements électroniques et électroménagers, à condition que l'exemption soit accordée pour une période renouvelable de deux ans.

Tous les groupes, sous-groupes et accessoires importés, sous forme ou groupes distincts, par des clients qui ont atteint le taux d'intégration requis sont assujettis à des droits de douane, au taux de 5% et à une taxe sur la valeur ajoutée au taux de 19%. La procédure d'utilisation du sys-

tème de prélèvement préférentiel est liée à un dossier, qui est examiné par un Comité technique, composé de représentants des ministères de l'Industrie, des Finances et du Commerce, avant que la décision d'évaluation technique ne soit remise à l'auteur par le ministre chargé de l'Industrie, dans un délai de 45 jours au plus tard, pour la période comprise entre les deux phases d'intégration, comme indiqué dans le cahier des charges.

Le ratio d'intégration atteint au début de chaque phase de production prévu dans le cahier de conditions, joint au décret, doit être justifié. Une fois le ratio d'intégration final requis pour chaque produit atteint, les cours d'évaluation technique sont renouvelés chaque année.

Selon l'Article V, le cahier des charges comprend, par exemple, un taux d'intégration requis allant jusqu'à 30% lorsqu'il est délivré pour les Poêles et les appareils de chauffage, jusqu'à 60% après 12 mois et 70% après deux ans, et pour les machines et appareils de climatisation, les clients sont tenus d'atteindre un taux d'intégration de 30%, lorsque le cahier des charges est émis et jusqu'à 70% après 36 mois. Pour la fourniture du livre, la société prévoit d'atteindre l'intégration d'un taux jusqu'à 60 pour cent pour les réfrigérateurs lors du démarrage, et 70 pour cent après 24 mois pour l'écran "moniteur", la bande de livre est recommandé pour atteindre l'intégration du taux de 30

pour cent. Pour les appareils et appareils à rayons X, qui utilisent "Alpha et bêta" ou "Gamla", ou toute autre utilisation médicale, chirurgicale, dentaire ou vétérinaire, le livre des termes prévoit un taux de production de 10%, au début, et devient de 40% après 36 mois.

L'article 13 de l'engagement de l'organisation, vise à assurer le service après-vente pour tous ses produits, et assure les services de retour et de remplacement, les réparations ainsi qu'elle assure la compensation de ses produits, selon la réglementation applicable et les garanties proposées au client lors du contrat de vente.

En cas de cessation d'activité, le producteur doit garantir, pendant au moins cinq ans, la fourniture des pièces de rechange et des pièces nécessaires à la réparation, et garantir ses produits dans la limite des garanties accordées.

Le gouvernement a défini les mesures punitives résultant du transfert des avantages accordés, selon lesquelles le bénéfice du régime d'imposition préférentielle est suspendu pour une période d'au moins un an, et à une valeur au moins égale à celles importées ou acquises localement, pendant la ou les périodes concernées par le transfert des avantages, les avantages accordés sont restitués pour les quantités importées ou acquises localement détournées, et les pénalités pour les résidus de collecte sont appliquées.

LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR MET EN GARDE

Excès dans l'application des mesures protocolaires dans les universités

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mis en garde contre les abus enregistrés par les intérêts du ministre Abdelbaki Ben Zayan concernant le respect des mesures du protocole sanitaire, pour réduire et prévenir la propagation du coronavirus, et la tutelle a transmis les risques de cette négligence dans un memorandum du Secrétaire général du ministère, à tous les directeurs. Selon le memorandum, de nombreuses violations ont été enregistrées en ce qui concerne les mesures visant à prévenir la propagation du coronavirus au niveau des espaces et des structures des institutions pédagogiques ou des réunions universitaires, en particulier les mesures stipulées dans le protocole de santé adopté pour reprendre l'activité pédagogique et préparer la prochaine entrée à l'université le 15 Décembre. Dans son memorandum, le ministère énumère les violations commises, qu'il s'agisse du port de masques ou de la stérilisation des espaces, du manque de respect de la distanciation sociale, de la surpopulation dans les restaurants universitaires, des bus transportant des étudiants et de l'incapacité de mesurer les températures aux entrées. Sur la base de ces observations, le Guardian a conclu dans sa correspondance, que de tels abus menacent de détruire complètement le plan du secteur pour assurer la sécurité et la santé de la famille universitaire, assurer la continuité de l'activité pédagogique et saper les efforts des pouvoirs publics face au virus.

BUREAU NATIONAL DE LA MÉTÉOROLOGIE

Orages violents dans 14 Wilayas de l'Est

Les intérêts du Bureau national de la météorologie ont averti, que de violentes pluies continueraient de tomber dans 14 régions de l'Est, allant de 30 à 60 mm localement. Selon le Bulletin des mêmes intérêts, les pluies inlucront les états de: Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba, el Taref, Souk Ahras, Guelma, Constantine, Mila, Sétif, Batna, Oum el-Bouagui, Khenchla et Tebessa. La même source a prédit des précipitations continues, jusqu'à la troisième heure après la fin de la journée de dimanche.

RAPATRIEMENT

Les corps de 4.502 Algériens ont été évacués de l'étranger en 8 mois

Le nombre des corps de ressortissants algériens, évacués par Air Algérie au cours de la période du 19 mars 2020 au 21 novembre 2020, a atteint 4.502, a révélé le représentant parlementaire de la communauté, Samir Chaabna.

Parmi les corps transportés en Algérie se trouvaient ceux de ressortissants algériens décédés du coronavirus, a déclaré Chaabna. Cela a été fait en prenant 9 vols par semaine au départ de la France (6 vols par semaine au départ de Paris et 3 vols par semaine au départ de l'aéroport de Lyon), ainsi que deux vols hebdomadaires au départ de la capitale espagnole Madrid.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique
Université Akli Mohand Oulhadj - Bouira



وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
جامعة أكلج محمد أولحاج - البويرة

V/R chargé de développement, la prospective et l'orientation

Tasdawit Akli Muhend Ulhag - Tubirett

تباية رسالة الجامعة للتسمية والإستشراف والتوجيه

N° 52/UB/VRDPO/2020

Rectificatif de l'avis d'attribution provisoire de l'appel d'offres national ouvert

N° 02/UB/2020

NIF du service contractant : 000510019012361

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2, du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'université de Bouira informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert N° 02/UB/2020 relatif à « Acquisition et installation d'équipement pour le nouveau rectorat de l'université de Bouira. » Composé de 05 lots :

L'université lance un rectificatif de l'avis d'attribution provisoire publié dans les quotidiens « EL FADJR » en date du 10/08/2020 et « MIDI LIBRE » EN DATE DU 13/08/2020.

Suite à une erreur constatée dans note globale attribuée pour le lot n°01 et le lot n°05, il est procédé à la rectification de l'avis d'attribution provisoire des marchés sus cité comme suit :

N°	lot	L'entreprise	N° identification fiscale	montant en TTC	note globale	délais d'exécution
01	Mobilier de bureau	ETS MAYSSANE	198035320014923	4 134 774,00	86,50	03 j
02	Meuble de rangement	EURL PALMA MEUBLE	000425019048345	13 375 600,00	80,24	30j
03	Rideaux	ETS SAADI SMAIL	197110350069529	7 744 401,00	86,50	07j
04	Matériels de reprographie	SNC ELAN INFORMATIQUE	000415004554626	4 568 616,00	76,81	02j
05	Climatiseurs	EURL EL WATANIYA	000616097437099	6 073 760,00	78,00	10 j

Tout soumissionnaire contestant ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission sectorielle des marchés de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans les dix (10) jours qui suivent la première parution du présent avis dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur publics (BOMOP) ou dans les quotidiens nationaux suscités conformément à l'article 82 alinéa 1,2,3,et 4 et article 182 du décret présidentiel n° 15/247 DU 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public.

Les autres soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financière sont invités de se rapprocher du service contractant au plus tard trois (03) jours à compter de la première parution de l'avis d'attribution du marché.

Remarque : Passé ce délai, aucun recours ne sera pris en considération

Midi Libre n° 4136 - Lundi 23 novembre 2020 - Anep 2016 018 797

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA SANTE DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIER
DIRECTION DE LA SANTE DE LA WILAYA DE BOUIRA
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE BOUIRA
NIF : 099210019104301

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE RECTIFICATIF

Conformément aux dispositions de l'article 65 du Décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Et suite au Procès-verbal de la Réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres en date de 16-11-2020,

l'EPH de Bouira annonce aux soumissionnaires qui ont participé à l'avis d'appel d'offre ouvert N°01/2020 ayant pour objet « l'acquisition de médicament, produits pharmaceutique et autres produits destinés à la médecine humaines » que l'avis d'attribution provisoire paru dans les journaux nationaux « الحوار » le 11/08/2020 et « MIDI LIBRE » le 16/08/2020 ainsi que le « BOMOP » sera rectifié pour les lots 06 et 07 comme suit :

Lot	Désignation	Soumissionnaire	NIF	Montant de l'opération	Note
06	Dispositifs médicaux pour réanimation/oncologie	EURL AML MEDICAL	000116179008839 Au lieu de : 000116001425954	Min : 2 187 696 ,00 DA Max : 2 932 398 ,00 DA	70/70 Moins disant
07	Réactif de laboratoire	SARL ALGERIAN MEDICAL DEVICE	001116098734677	Min : 4 720 817.26 DA Max : 6 221 351.54 DA Au lieu de : Min : 4 925 715.08 DA Max : 6 476 851.08 DA	70/70 Moins disant

Le reste étant sans changement.

En application des dispositions de l'article 82 du décret 15-247 cité suscités les soumissionnaires qui contestant la correction de l'avis attribution provisoire peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de wilaya dans un délai de 10 jours à compter de la première publication du présent avis dans la presse ou le BOMOP.

Midi Libre n° 4136 - Lundi 23 novembre 2020 - Anep 2016 018 829

MIDI

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET INFORMATIONNELLE



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

NOUVELLES MUTATIONS ÉNERGÉTIQUES MONDIALES

Urgence d'un nouveau management de Sonatrach

Créée le 31 décembre 1963, Sonatrach a vu ses statuts modifiés à plusieurs reprises, avec pour souci de les mettre en adéquation. Au niveau des prérogatives, ce n'est plus à Sonatrach d'octroyer les périmètres d'exploitation, mais selon la loi en vigueur à une agence dépendant du ministère de l'Energie Alnaft.



NOUVELLES MUTATIONS ÉNERGÉTIQUES MONDIALES

Urgence d'un nouveau management de Sonatrach

Créée le 31 décembre 1963, Sonatrach a vu ses statuts modifiés à plusieurs reprises, avec pour souci de les mettre en adéquation. Au niveau des prérogatives, ce n'est plus à Sonatrach d'octroyer les périmètres d'exploitation, mais selon la loi en vigueur à une agence dépendant du ministère de l'Énergie Alnaft.

PAR DR ABDERRAHMANE MEBTOUL*

J'ai appris avec une profonde tristesse le décès de mon ami de près de 50 ans Nazim Zouïouèche, sorti des plus grandes écoles européennes, une des meilleures compétences nationales dans le domaine de l'Énergie, un des fondateurs de Sonatrach, qui a dirigé l'amont pendant plusieurs années avant de devenir P.-dg de Sonatrach. Je j'ai côtoyé déjà en tant que jeune conseiller du ministre de l'Industrie et de l'Énergie entre 1974 et 1979 où nous avons continué à travailler ensemble entre 1980/2019, notamment à l'élaboration de différentes études nationales, de différentes lois, sur l'électricité, des hydrocarbures, comme il a contribué, en tant qu'expert de renom, à éclairer l'opinion publique dans de nombreux interviews/contributions aux médias nationaux et internationaux et à différents ouvrages sur la stratégie énergétique que j'ai eu à diriger. Pour toute déontologie, je livre au lecteur une contribution que je lui dois, notamment, grâce à sa longue expérience de manager, publiée à la prestigieuse grande école HEC Montréal Canada en 2012 d'une brûlante actualité, que j'ai légèrement réactualisée, sur "L'urgence d'un nouveau management stratégique de Sonatrach" largement diffusée au niveau national et international et qui est un hommage à ce grand manager dont peut être fière l'Algérie.

1.-Créée le 31 décembre 1963, Sonatrach a vu ses statuts modifiés à plusieurs reprises, avec pour souci de mettre en adéquation ses statuts. Au niveau des prérogatives, ce n'est plus à Sonatrach d'octroyer les périmètres d'exploitation, mais selon la loi en vigueur à une agence dépendante du ministère de l'Énergie Alnaft, entretenant donc des relations fonctionnelles avec cette structure autant qu'avec une autre agence, l'Autorité de régulation chargée de suivre les mécanismes des prix. La nouvelle loi a fixé à au moins 51 % la part de Sonatrach sur les périmètres octroyés par Alnaft et moins de 49

% aux compagnies pétrolières. Mais le partenariat a toujours existé même du temps du socialisme des années 70. En nous en tenant à l'organisation du secteur des hydrocarbures, il y a lieu de distinguer plusieurs structures opérationnelles. Nous avons ensuite l'assemblée générale composée du ministre de l'Énergie et des Mines - du ministre des Finances - du gouverneur de la Banque d'Algérie - d'un représentant de la présidence de la République. L'article 9.3 précise que l'assemblée générale est tenue de se réunir "au moins deux fois par an en session ordinaire et en session extraordinaire à l'initiative de son président ou à la demande d'au moins trois de ses membres, du ou des commissaires aux comptes ou du Président-directeur général de la Sonatrach". Au terme de chaque session, l'assemblée générale est tenue d'adresser son rapport au président du Conseil national de l'Énergie qui est le président de la République. Ensuite, nous avons un conseil d'administration qui est composé notamment du Président-directeur général de Sonatrach - du Président-directeur général de Sonelgaz - des vice-présidents, du directeur général des hydrocarbures du ministère - un autre représentant du ministère - de deux représentants du syndicat de Sonatrach. Enfin vient le comité exécutif composé qui est la véritable cheville ouvrière de Sonatrach. Depuis fin avril 2018 nous avons l'organisation suivante sous la présidence du P.-dg scindé en deux comités : le Comité exécutif avec la direction Corporate Affairs, la direction transformation, la direction communication et le Comité d'éthique avec le cabinet avec la direction audit/risques, les services sûreté interne et les conseillers. Pour l'organisation en DSP, nous avons stratégie - planification - économie - Finances, Business/marketing - ressources humaines, Marketing. Quant à l'organisation DC nous avons, Procurement/logistique, ressources nouvelles, Engineering/project

management, le juridique, Digitalisation/système d'information,santé/sécurité/enviroment et la recherche développement. Quant aux structures opérationnelles dirigées par des vice-présidents, chapeautant également les nombreuses filiales nous en avons cinq, au lieu de quatre auparavant l'Aval ayant été scindé en deux : activité exploration/production, transport par canalisation, activité liquéfaction et séparation, activité raffinage /pétrochimie et la commerciale. Sonatrach ayant des activités au niveau international, nous avons des holdings opérant à l'étranger dont il conviendra de déterminer la rentabilité pour le pays. Ainsi, l'organisation de Sonatrach est une organisation qui combine à la fois l'organisation hiérarchique et l'organisation divisionnelle, ce qui ne lui acquiert pas la souplesse de ses concurrents au niveau international, sans compter la rigidité du système bancaire et surtout les interférences politiques. Certes, les P.-dg des grandes compagnies publiques comme en France sont nommés par le président de la République en Conseil des ministres mais à la différence notable, ils sont liés par un contrat de performance avec l'État actionnaire, ce qui n'est pas le cas, souvent, pour l'Algérie, la loi sur l'autonomie des entreprises publiques de 1990 ayant peu d'application. L'on confond ainsi État régulateur en économie de marché pouvant détenir des minorités de blocage pour certains segments jugés stratégiques, cette notion étant historiquement datée, avec le Tout-État (État gestionnaire). C'est qu'il y a lieu de tenir compte de l'environnement international et la problématique de la nouvelle stratégie gazière mondiale. Sur le plan des résultats financiers, faute d'une clarté dans la gouvernance de Sonatrach, on ne discerne pas nettement ce qui est imputable à une bonne gestion interne et ce qui est imputable aux aléas internationaux qui sont déterminants.

2.- C'est que la croissance ou pas de l'économie mondiale et les facteurs géostratégiques sont les facteurs déterminants du cours du pétrole, assistant depuis 2010 à une déconnexion du cours du gaz qui est à la baisse ne suivant pas la tendance haussière procurant environ 33 % des recettes de Sonatrach joue comme un vecteur essentiel dans



l'accroissement ou la diminution des recettes de Sonatrach. La gouvernance d'un pays est elle-même inséparable des mutations mondiales devant donc éviter d'isoler la micro-gouvernance de la macro-gouvernance qui sont inextricablement liées. La situation actuelle rend de plus en plus urgent le management stratégique et une transparence de la gestion de Sonatrach devant reposer pour toute démarche scientifique et opératoire du général au particulier, afin de saisir les interactions et pouvoir procéder à des actions par touches successives. Sonatrach, société par actions et propriété exclusive de l'État, devra faire face aux mutations quant à son nouveau rôle de société économique et commerciale créatrice de richesses et aux changements dans son mode de fonctionnement en vue d'évoluer dans un environnement international de plus en plus concurrentiel. Il s'agira impérativement donc d'évaluer l'impact de l'environnement socio-économique et institutionnel. Le nouveau management stratégique doit avant tout diagnostiquer l'impact de l'environnement national et international sur Sonatrach et l'appréciation des domaines où l'interface Sonatrach / environnement peut être améliorée afin de rendre plus performante l'entreprise et la hisser au niveau de la concurrence mondiale. Aussi, l'analyse du fonctionnement de Sonatrach ne peut se comprendre sans la replacer à la fois dans la nouvelle configura-

tion de la stratégie énergétique mondiale, tenant compte des coûts, pouvant découvrir des milliers de gisements mais non rentables financièrement, ces recherches ayant occasionné des coûts entre-temps non amortis, du nouveau défi écologique avec un changement notable du modèle de consommation énergétique qui se dessine entre 2020/2030. L'organisation de Sonatrach est une organisation qui combine à la fois l'organisation hiérarchique et l'organisation divisionnelle, ce qui ne lui acquiert pas la souplesse de ses concurrents au niveau international, sans compter la rigidité du système bancaire et surtout les interférences politiques, ce qui est propre à toute entreprise publique même dans les pays développés. Sur le plan des résultats financiers, faute d'une clarté dans la gouvernance de Sonatrach, on ne discerne pas nettement ce qui est imputable à une bonne gestion interne et ce qui est imputable aux aléas internationaux qui sont déterminants.

3.-Quels sont les axes directeurs d'un nouveau management stratégique de Sonatrach horizon 2030 ? Le modèle doit prendre en compte l'épuisement inéluctable des réserves d'hydrocarbures à terme, fonction de cinq facteurs, du vecteur prix international, du coût d'exploitation, de la durée de vie du gisement, des découvertes technologiques et des énergies substituables. Il s'agira donc d'élaborer un modèle de simulation donnant plu-

sieurs variantes en fonction des paramètres et variables - fonction de contraintes qu'il s'agira d'éliminer pour éviter des effets pervers, gérer étant prévoir surtout pour cette entreprise stratégique pour le pays. La démarche devra être de type itératif. Elle consistera à itérer les séquences en plusieurs étapes : fixer les objectifs d'amélioration des performances liés à chaque fonction où à chaque système de gestion, selon une démarche descendante et en vérifier le réalisme (ratios, contexte). - évaluer l'ordre de grandeur des impacts attendus (gains, qualité, délais, coût...) selon une démarche ascendante ; - évaluer les moyens et les délais nécessaires (ordre de grandeur) et enfin vérifier qu'à chaque objectif fixé peuvent être associés des indicateurs de performance faciles à mettre en œuvre. Cette simulation permettra la mise en place de deux ou trois scénarios d'amélioration des performances de Sonatrach tenant compte de l'évolution erratique tant du cours du dollar, de l'euro que du cours du pétrole et du gaz, permettant d'identifier chaque action, décrire le contenu, évaluer les moyens, les délais, les coûts associés à l'action, vérifier le niveau de gain attendu éventuel, rédiger une fiche descriptive de chaque action accompagnée d'un tableau récapitulatif des moyens, coûts et gains attendus et enfin établir un tableau récapitulatif des indicateurs de performance à

prévoir. Pour cela, il s'agira principalement d'analyser l'ensemble des règles juridiques influençant le secteur énergétique (environnement légal et institutions publiques), les circuits banques primaire- banque centrale - Sonatrach pour les conditions de paiement afin d'accélérer la rapidité des opérations, évaluer les structures d'appui professionnelles existantes, les structures d'appui techniques et de formation, l'identification de la stratégie des entreprises concurrentes et des institutions internationales et leurs facteurs - clés de succès pour une comparaison nécessaire de la stratégie internationale des grands groupes pétroliers et gaziers. Cela implique la prise en compte de la comparaison des comptabilités - organisation, filialisation, les récents fusionnements, la concurrence des énergies substituables, de l'environnement avec des activités non polluantes en incluant donc de nouveaux coûts nécessaires tenant compte de cette nouvelle contrainte internationale, la part de marché des pays Opep et des pays non Opep, la spécificité régionale du gaz dont la part du marché en Europe du gaz algérien est en déclin, et ses concurrents directs avec l'Iran, le Qatar, la Russie et la Norvège. La description des opérations devrait permettre d'identifier les gisements de productivité et les niches de gains de coûts (comparaison avec des compagnies tests) - volume, rentabilité et analyser la stratégie des principales institutions similaires dans le monde sur les plans : technologie - standards et normes - sous-traitance et enfin le conventionnement et ce, afin de réduire les coûts et d'avoir une stratégie agressive afin de prendre des parts du marché tenant compte de la concurrence.

4.- Sur le plan comptable, Sonatrach, bien qu'existe une direction l'audit au niveau de la direction générale, établit souvent un bilan consolidé où l'on ne cerne pas correctement les centres de coûts du fait de ce que les économistes appellent les comptes de transfert, pouvant voiler la mauvaise gestion d'une division. Par ailleurs, au niveau des unités de production, la comptabilité établit une valeur globale pour des ventes similaires de certains produits, résultante de la consolidation de produits exportés au prix international et de produits écoulés sur le marché interne à un prix largement plus bas. Aussi faute

de comptes physico-financiers à prix constants, les ratios de gestion sont d'une signification limitée pour apprécier la performance. Il en résulte l'urgence de mettre en place des comptabilités analytiques et de mieux adapter les structures organisationnelles à la mission et aux contraintes de Sonatrach, de définir la structure des responsabilités et de concevoir un système d'information efficace, comme indiqué précédemment, fonctionnant sur le principe de réseaux afin de discerner les centres de coûts en temps réel et de s'adaptant aux règles internationales du droit des affaires afin d'éviter les nombreux litiges qui engendrent des coûts additionnels. Un audit des immobilisations corporelles et incorporelles s'impose en urgence pour Sonatrach. Il est à rappeler que sur le plan strictement comptable, les immobilisations corporelles comprennent le terrain, les constructions, les installations techniques, matériel et outillage industriels, ainsi que les installations générales, agencements, matériels de transport, matériel de bureau et matériel informatique, mobiliers et emballages récupérables. Dans la comptabilité des sociétés, ne sont pris en compte que les biens dont l'entreprise est propriétaire, les biens corporels loués ne figurant pas à l'actif, ce qui constitue une lacune importante que certaines entreprises internationales combinent en général pour ne pas avoir un bilan biaisé. Quant aux immobilisations incorporelles, elles comprennent les frais d'établissement, les frais de recherche et développement, les concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés ainsi que le droit au bail commercial. Ces immobilisations sont souvent traitées d'une manière superficielle alors qu'elles sont déterminantes pour une entreprise comparable à Sonatrach, ce qui renvoie d'ailleurs au nécessaire renouveau du plan comptable national. A court terme pour Sonatrach, il s'agit de préparer un audit opérationnel du patrimoine existant, en le réactualisant à la valeur du marché. Parallèlement un audit technologique et des moyens matériels (fixes et roulants) qui permettront de rentabiliser ce qui existe car le poste services (paiement des connaissances étrangères, l'expert national pour le même travail étant rémunéré actuellement et cela n'est pas propre à Sonatrach, parfois à dix fois moins que l'étranger) et l'immobilisation du

parc roulant notamment au niveau de Naftal, sont inquiétants. L'objectif est donc d'évaluer le degré de compétitivité des outils, équipements et immobilisations utilisés dans le contexte d'évolution technologique internationale. Cette opération d'audit consistera à rassembler l'information sur les caractéristiques techniques, et les conditions de fonctionnement des équipements et de gestion des immobilisations, évaluer ses équipements et immobilisations corporelles et non corporelles, le niveau des stocks dormants, (objectif stock zéro) ces derniers donnant une comptabilité déconnectée de la réalité économique supposant de connaître le niveau d'automatisation, le niveau de performance, les besoins de maintenance non satisfaits, la pertinence des investissements réalisés et enfin la compétence du personnel utilisateur ; les forces et faibles technologiques des équipements, les alternatives stratégiques sur les programmes d'investissements, le besoin de formations techniques et d'acquisitions de savoir-faire et enfin le niveau de maîtrise de la gestion des moyens matériels et des stocks. Ces analyses précédentes supposent un système d'information sous forme de réseaux, base de toute action concrète dont l'informatisation en est la base sous réserve de banques de données fiables. Cet audit préalable des immobilisations devrait permettre une gestion transparente des coûts et des contrats. Ce module dans le plan d'action supposera la description des opérations suivantes : évaluer l'efficacité de la structuration actuelle en fonction des axes stratégiques de Sonatrach, envisager des structures organisationnelles plus adaptées à ses missions, évaluer les systèmes d'information quant à leur efficacité sur le plan délai, coût et atteinte des objectifs. Cela impliquera l'analyse et le test d'efficacité des structures et organigrammes existants, de leur compatibilité avec les contraintes existantes, l'évaluation des circuits et analyser les supports d'information de gestion afin de raccourcir les délais source de surcoûts et des propositions concrètes pour améliorer l'organisation.



5.-D'où l'importance d'évaluer les contrats selon les normes internationales et optimiser la gestion des ressources humaines. L'objectif est l'évaluation objective du bilan des contrats toujours en termes de standards internationaux, du partenariat et l'impact de la généralisation des avis d'appel d'offres et des contrats gré à gré prévus par la loi, l'évaluation de la position financière de Sonatrach, ses perspectives et sa structure des coûts d'exploitation, tenant compte des comparaisons internationales. Cela passera nécessairement par la description des opérations suivantes : évaluation de la position financière : structure du bilan, charges (produits), de la reconstitution des centres de coûts pour l'exploitation, de l'évaluation des systèmes de gestion et de l'identification des centres de coût. La mise en place de ces instruments nécessaires dans toute entreprise d'envergure internationale, devrait permettre une amélioration de la gestion des contrats et du développement du partenariat, des projections économiques et financières et enfin la simulation / modélisation, ces actions devant aider à la prise de décision au temps réel. Dans ce cadre, je ne saurais trop insister d'un nouveau statut des commissaires aux comptes étant devenus des fonctionnaires des conseils d'administration, en prévoyant en urgence des avis d'appel d'offre transparents pour leur recrutement, une rotation régulière obligatoire ne devant pas dépasser trois à cinq ans tant au niveau de la direction générale de Sonatrach, que de toutes ses unités détenues à 100 % que ses filiales. Enfin pilier de Sonatrach, un audit de la gestion des ressources humaines qui doit reposer sur le dialogue permanent. En effet, la gestion des ressources humaines est le fondement de l'efficacité de Sonatrach. A ce titre, il y a lieu de revoir les méthodes de promotion actuelles (bourse de l'emploi notamment) qui n'ont pas eu les effets positifs sur le terrain, encore que les intentions étaient parfois bonnes, avec la mise en retraite anticipée des cadres ayant atteint l'âge de 60 ans, ce qui est une aberration et a fait fuir de nombreuses compétences hors Sonatrach sans que n'était préparée la relève. L'évaluation afin de rendre plus performantes les ressources humaines, par une formation permanente implique un audit mettant en relief nettement la typologie du personnel existant, l'adéquation de la formation aux besoins de Sonatrach, la disponibilité des compétences adéquates, les politiques de recrutement, l'évolution de la productivité du travail, les appréciations des mesures d'incitation et enfin l'évaluation du climat et de la culture d'entreprise de Sonatrach (audit social et audit de la culture liés au renouveau du système d'information) dont la prise en compte - au profit des travailleurs- d'une gestion plus rationnelle des importantes sommes des œuvres sociales que consacre annuellement Sonatrach. Mais bien manager les ressources humaines suppose que le planning des actions à mener, doit être



synchronisé du fait de la complexité de l'opération et sous-tendu par un dialogue permanent avec l'ensemble du collectif des travailleurs à tous les niveaux.

5.- D'une manière générale, il y a urgence de réhabiliter le Conseil national de l'Énergie, le seul organe habilité à tracer la politique énergétique du pays, en berne depuis des décennies, organe suprême de toute stratégie énergétique, créé par décret présidentiel le 19 avril 1995, qui, dans son article 6, stipule que sous l'autorité du président de la République : le Conseil se réunit périodiquement sur convocation de son président, le président de la République dont le secrétariat est assuré par le ministre de l'Énergie et composé des ministres dits de souveraineté (Défense nationale, Affaires étrangères, Énergie et Finances), du gouverneur de la Banque d'Algérie et du délégué à la Planification ; il est chargé d'assurer le suivi et l'évaluation de la politique énergétique nationale à long terme, notamment la mise en œuvre d'un plan à long terme destiné à garantir l'avenir énergétique du pays; d'un modèle de consommation énergétique en fonction des ressources énergétiques nationales, des engagements extérieurs et des objectifs stratégiques à long terme du pays ; il veille à la préservation des réserves stratégiques du pays en matière d'Énergie ; des stratégies à long terme de renouvellement et de développement des réserves nationales en hydrocarbures et leur valorisation et élabore les objectifs stratégiques par l'introduction et le développement des Énergies renouvelables, des schémas d'alliances stratégiques avec les partenaires étrangers intervenant dans le secteur de l'Énergie et des engagements commerciaux à long terme. Il s'agit de préparer l'avenir de Sonatrach qui doit se spécialiser dans ses métiers de base - ce qui supposera d'importants moyens technologiques, financiers et humains tant pour l'amont, l'aval, les canalisations et la commercialisation, devant encourager un partenariat gagnant/ gagnant avec des firmes de renom. Seuls les audits pourront tracer les actions concrètes à mener en envisageant soit d'internaliser l'activité, soit de l'externaliser. Rendre plus efficace Sonatrach suppose plusieurs actions stratégiques : la replacer dans le contexte international et national ; un système d'organisation en temps réel se fondant sur des réseaux et non plus sur l'actuelle organisation marquée essentiellement par une vision hiérarchique, des centres de coûts transparents incluant la gestion du partenariat

; une gestion rationnelle des ressources humaines et élément essentiel du management stratégique, impliquer les cadres et être à l'écoute du collectif des travailleurs par un dialogue constructif permanent. Toute entreprise doit prendre des décisions en temps réel, en ce monde en perpétuel mouvement, avec une concurrence acerbée notamment dans le domaine énergétique et surtout d'une société qui procure directement et indirectement avec les dérivées 97/97 % des ressources en devises à l'Algérie. Sonatrach doit s'ouvrir sur la société et l'Algérie ne peut continuer dans l'actuelle trajectoire sans vision stratégique avec des subventions non ciblées, source de gaspillage et d'injustice sociale, le versement de salaires et traitements sans contreparties productives, quitte à aller vers le FMI fin 2021, courant 2022, avec d'inévitables tensions sociales. Pour dépasser la situation actuelle, la nouvelle gouvernance tant locale que celle des entreprises, dont celle de Sonatrach ne saurait reposer sur le diktat bureaucratique mais implique de comprendre le fonctionnement de la société tenant compte de la morphologie de la société suite aux travaux du Prix Nobel de l'économiste indien Amyra Sen dans son rapport sur l'anthropologie économique dans l'efficacité des organisations et qui influe sur l'entreprise publique ou privée. Les institutions ont un rôle très important sur les organisations et la société. Elles constituent un des facteurs déterminants de la croissance économique de long terme, le terme d'institution désignant "les règles formelles et informelles qui régissent les interactions humaines", et aussi comme "les règles du jeu" qui façonnent les comportements humains dans une société. Parce qu'il est coûteux de coopérer sur le marché, il est souvent plus économique de coopérer au sein d'une organisation, la gouvernance faisant alors référence à la rationalité limitée, l'incomplétude des contrats, mais aussi à la spécificité de certains actifs (non substituables donc), et prenant en compte la nécessité d'adapter les organisations en introduisant l'importance de la confiance, comme ciment de la coopération. L'ensemble de ces actions renvoie en fait à la refondation de l'État reposant sur un État de droit et de l'urgence d'une gouvernance renouvelée. En résumé, il faut être réaliste. L'Algérie dépendra encore pendant de longues années des recettes de Sonatrach. Actuellement deux institutions stratégiques sont garantes de la sécurité nationale, l'ANP et toutes les forces de sécurité et Sonatrach qui en économie c'est l'Algérie et l'Algérie

c'est Sonatrach, dont la réforme est un enjeu énorme de pouvoir, tant les dirigeants que toute la population algérienne étant attentive à sa gestion et son devenir en attendant une stratégie hors hydrocarbures dans le cadre de la chaîne des valeurs internationales, fonction de profondes réformes structurelles qui déplacent les segments de pouvoir assis sur la rente. Le Groupe Sonatrach dont la vocation n'est pas de créer des emplois, pouvant être assimilé actuellement à une banque, faute du développement de segment à l'aval, selon son bilan au 1^{er} janvier 2019, est le premier employeur public avec 120.000 personnes, la masse salariale de Sonatrach ayant été d'environ 155 milliards de dinars en 2018 contre 140 en 2017 soit au cours actuel de 128 dinars 1 dollar 1,21 milliards de dollars. Des compagnies internationales, pour un chiffre d'affaires similaire fonctionnent avec moins de 50 % de ses effectifs, posant l'urgence d'un nouveau management de Sonatrach devant éviter la dispersion et orienter ses activités vers ses métiers de base. Sonatrach s'assimile en 2020 à toute l'économie algérienne exportant pour 98 % avec ses dérivées et important à plus de 80 % des matières premières des entreprises publiques et privées, y compris les inputs pour l'agriculture dont le taux d'intégration, ne dépasse pas 15/20 % sans oublier certains des biens essentiels des ménages. Le Groupe au niveau intérieur est donc le véritable moteur de l'Économie algérienne, un fournisseur essentiel de revenus d'exportations, de revenus fiscaux, d'emplois. Sonatrach est donc l'Algérie et l'Algérie est Sonatrach et sa gestion et son image se répercutent directement sur l'ensemble de la société algérienne, d'où l'importance de tracer des pistes d'action car malheureusement, récemment, Sonatrach est sortie de ses métiers de base malgré la faiblesse de ses ressources humaines et surtout faisant double emploi avec d'autres départements ministériels, notamment dans le dessalement d'eau de mer, récemment dans la production du ciment, l'aviation et projetant de fonder des banques, cette dispersion à vouloir faire tout à la fois grâce à des ressources financières qui sont la propriété de la Nation, a nui d'ailleurs à son management global stratégique. Étant posé le problème de la sécurité nationale, le nouveau management stratégique est un enjeu énorme de pouvoir, tant les dirigeants que toute la population algérienne étant attentive à sa gestion et son devenir en attendant une stratégie hors hydrocarbures dans le cadre de la chaîne des valeurs internationales, fonction des réformes structurelles qui déplacent les segments de pouvoir assis sur la rente.

**A. M., expert international, professeur d'université en management, docteur d'État et expert-comptable-diplômé de l'Institut supérieur de gestion de Lille - France, directeur d'études ministère de l'Énergie/Sonatrach 1974/1979 - 1990/1995 - 2000/2007 - 2013/2015*

EL-TARF, ZONE D'EXTENSION TOURISTIQUE MESSIDA

Examen des possibilités de valorisation

La première phase porte sur l'assainissement de la zone d'extension touristique de Messida pour un coût de 200 millions de dinars.

PAR BOUZIANE MEHDI

Dans le cadre des efforts visant l'exploitation du foncier touristique et la valorisation de la zone d'extension touristique (ZET) Messida, située dans la daïra d'El-Kala, une commission interministérielle se rendra "prochainement" dans la wilaya d'El-Tarf, a indiqué Salim Mehannaoui, directeur de l'annexe régionale de l'Agence nationale de développement du tourisme (ANDT). Lors d'un conseil de wilaya, le responsable de l'ANDT a indiqué que cette commission effectuera une "visite dans cette wilaya, dans l'extrême nord-est du pays, à la demande du wali, Harfouche Benarar, dans l'objectif d'examiner les opportunités et possibilités à exploiter en vue du lancement des travaux d'aménagement pour la concrétisation des nombreux projets touristiques prévues au niveau de cette ZET de 45 hectares", ajoutant qu'il sera également question de "trouver les meilleures solutions pour lancer les travaux d'aménagement qui peinent à démarrer".

M. Mehannaoui a précisé qu'ainsi, la première phase porte sur l'assainissement de la ZET pour un coût de 200 millions de dinars, signalant que ce projet porte sur la "concrétisation d'un ensemble d'hôtels et plusieurs bungalows, des villas haut standing auxquels s'ajoute un pôle



d'animation", affirmant que la "rencontre vise à débattre des possibilités de concrétisation de cet ambitieux projet destiné à offrir 2.000 lits et à créer pas moins de 5.000 emplois, directs et indirects, dans une wilaya aux atouts naturels indéniables".

Par ailleurs, M. Mehannaoui a relevé que les "retards ont été enregistrés dans la concrétisation de ce projet, en citant, entre autres, la crise sanitaire liée à la Covid-19 qui a freiné toute activité, en sus de l'infructuosité d'un premier appel à manifestation d'intérêt national et international afin d'attribuer ce site à l'investissement en vue de la valorisation de cette richesse diversifiée" et notant qu'un "deuxième cahier des charges proposant la location des lots a été établi". Les intervenants ont, lors de la présentation du plan d'aménagement de la zone d'extension du tourisme Messida et les perspectives de sa valorisation, insisté sur "l'importance de la promotion du foncier touristique et de la destination El-Tarf".

Dans une déclaration à l'APS, la directrice locale du tourisme et de l'artisanat, Nadjla Bechainiya, a insisté sur l'"importance d'accélérer

la concrétisation des projets prévus au niveau de cette ZET qui s'étale sur 45 hectares", soulignant qu'une "fois concrétisés, ces projets permettront de booster l'activité touristique, de promouvoir la destination El-Tarf, à long terme" et rappelant que la wilaya d'El-Tarf compte 5 ZET à vocation balnéaire, à savoir Cap-Rosa, Henaya, Mafragh-Est, Mafragh-Ouest et Messida.

Selon l'APS, le site en question a fait l'objet d'une étude en prévision de son attribution dans le cadre de l'investissement touristique, ce qui permettra à El-Tarf de devenir une destination privilégiée et contribuera à la résorption du chômage dans cette wilaya qui compte un institut dédié au tourisme, à même de satisfaire la demande d'emploi spécialisée, avec l'intégration des jeunes diplômés dans le monde du travail au niveau de cette ZET.

Dédiées à la valorisation des ZET de la wilaya d'El-Tarf, des actions de sensibilisation, particulièrement celle de Messida, seront organisées, en présence des investisseurs potentiels et autres partenaires concernés.

B. M.

OUARGLA, TRADITION CULINAIRE CHEZ LES POPULATIONS NOMADES

Préparation de "khobz el-mella"

Les populations nomades dans de la région frontalière d'El-Borma à Ouargla restent fortement attachés à leurs traditions ancestrales dans la préparation de "khobz el-mella", pain typique du Sahara.

khobz el-mella est une galette traditionnelle préparée par des hommes en plein air. Ce pain traditionnel nécessite beaucoup d'efforts pour son pétrissage à la main jusqu'à ce que la pâte soit homogène et parfaitement souple.

Il faut abaisser la boule de pâte avec la paume de la main et les bords avec les doigts pour obtenir une grosse galette d'environ 2 cm d'épaisseur.

La pâte est ensuite farcie, le plus souvent avec une sauce tomate épicée avec des légumes, dont l'oignon râpé ou coupé en petits morceaux. Certains préfèrent le déguster sans farce.

Au moment où la galette repose, est

préparé du feu sur le sable, et une fois ayant bien pris, l'on écarte les braises et on creuse un trou au milieu pour y déposer la galette avant de la recouvrir de sable et de braises pour la faire cuire. Une fois cuit, le pain est retiré des cendres et rincé avec de l'eau pour enlever les résidus de sable et de cendres, et être ainsi prêt à être servi, notamment avec du malfouf (foie enrobé de graisse et grillé au feu de bois), du méchoui (viande bovine ou cameline) et l'incorruptible thé à la menthe ou lait de chamelle.

La galette est également utilisée dans la préparation de la fetfouta, la taguella. Elle est émietlée dans un plat large et arrosée d'une sauce avec des légumes et des morceaux de viande, de préférence dans une grande jatte en bois pouvant réunir plusieurs personnes.

Ce plat emblématique des populations

du Sahara, bédouines, nomades et touarègues est aussi leur nourriture de base. Plusieurs amateurs de tourisme saharien approchés par l'APS ont mis l'accent sur l'importance de promouvoir le tourisme culinaire, considéré aujourd'hui comme un facteur valorisant les particularités naturelles, patrimoniales et culturelles des régions.

La promotion de l'art culinaire de chaque région est classée au même titre que les autres prestations touristiques, notamment dans les zones Sahariennes.

Cantonnée à son seul statut d'une des importantes zones de l'industrie gazière et pétrolière du pays, la région d'El-Borma, qui repose sur une mer de sable composé de dunes fascinantes du grand Erg oriental, peut devenir une destination touristique de choix, estiment-ils.

APS

KHENCHELA

Le gaz naturel pour 50 zones enclavées d'ici à 2024

Cinquante 50 zones d'ombre de la wilaya de Khenchela seront raccordées au réseau de gaz naturel d'ici à 2024, conformément au plan de travail élaboré conjointement par les services de wilaya et la direction locale de l'énergie.

S'étalant sur 4 années, ce plan de travail prévoit le raccordement de 6.671 foyers répartis sur 50 zones d'ombre des 21 communes de la wilaya. L'enveloppe financière nécessaire pour la concrétisation de ce plan est estimée à 2,18 milliards de dinars.

Pas moins de 1.011 foyers de 7 zones d'ombre seront reliés au réseau de gaz avant la fin de l'année en cours à la faveur de la mobilisation de 214 millions DA du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales.

Il s'agit également de 1.637 autres foyers de 16 zones d'ombre qui seront à leur tour desservis par cette énergie durant l'année 2021 grâce à des actions mobilisant plus de 587 millions DA.

Le Plan de travail, dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie de ces localités isolées prévoit pour la période allant de 2022 à 2024 le raccordement de 3.969 foyers de 27 zones d'ombre pour plus de 1,38 milliard DA.

BECHAR

Raccordement de Hassi el-Mir au réseau électrique

La localité de Hassi el-Mir (120 kilomètres au nord de Bechar), inscrite comme l'une des zones enclavées de la wilaya, a bénéficié d'un projet de raccordement au réseau d'électricité dans le but d'améliorer les conditions de vie de ses habitants.

Ce projet d'un coût de 80 millions de dinars, inscrit au titre des programmes et opérations de développement des zones d'ombre, vient répondre aux préoccupations et doléances des habitants de cette localité à vocation agro-pastorale.

Outre ce projet énergétique, il est prévu la réalisation et l'équipement d'une salle de soins dans cette localité avec un coût de 8 millions DA, en plus d'une école primaire d'un coût de 20 millions de dinars.

Un programme de réalisation de 70 habitations rurales est également prévu pour les habitants dans le besoin d'un logement décent dans cette zone d'ombre, accompagnée d'une aide financière de 70 millions DA au profit des bénéficiaires. Pour la zone d'ombre de Faraât-Sidi-Moumen, un projet de raccordement au réseau électrique local a été retenu pour les habitations non dotées de cette énergie avec un coût de réalisation de 80 millions DA, en plus d'une opération portant sur la rénovation de la route reliant cette localité au reste de la wilaya sur un linéaire de 27 kilomètres et dont le coût est de 200 millions de dinars.

La rénovation de cette route reliant cette localité au reste de la wilaya vise le désenclavement de cette zone et le développement des échanges socioéconomiques avec les autres localités situées à proximité de Faraât-Sidi-Moumen.

APS

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE

La nécessaire industrialisation accélérée des économies africaines

L'Algérie s'est résolument tournée vers la diversification de son économie en optant pour la coopération avec les pays africains pour contribuer à développer les économies des pays africains.

Depuis une dizaine d'années, de nombreuses entreprises nationales ont renforcé leur présence dans le marché des pays africains, notamment ceux de la partie subsaharienne, tels que le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Des exportateurs ont accentué leur activité au Nigeria, au Cameroun et à la Côte d'Ivoire où ils ont installé des comptoirs de commercialisation des produits agricoles frais à Lagos et Yaoundé par exemple.

Aussi, des formes de partenariat et de coopération ont été conclues entre des entreprises algériennes et africaines pour intensifier les échanges commerciaux.

Avec la consécration de la Zlecaf, l'intégration économique entre les pays africains va connaître une évolution, sachant que l'ouverture de la frontière algéro-mauritanienne va favoriser les relations économiques et commerciales entre les deux pays et ouvrira des horizons pour investir d'autres pays africains.

La Banque africaine de développement (BAD) a appelé à une industrialisation plus rapide des économies africaines à l'ère de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

"A l'avant-garde de la promotion de politiques industrielles intelligentes et de la mobilisation de fonds de développement des infrastructures pour l'Afrique, la BAD exhorte le continent



à accélérer l'industrialisation pour la transformation des économies africaines", a indiqué l'Institution dans un communiqué publié sur son site web.

Cet appel a été lancé à l'occasion de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, célébrée chaque année le 20 novembre sous le thème *"l'industrialisation inclusive et durable à l'ère de la Zlecaf"*.

L'événement offre aux gouvernements et aux partenaires de développement la possibilité d'explorer ou de mettre en évidence des initiatives qui font progresser l'industrialisation de l'Afrique, souligne la BAD.

Cité dans le communiqué de la BAD, le vice-président de la Banque, Solomon Quaynor, a déclaré : *"L'industrialisation, où nous ajoutons de la valeur à ce que nous produisons de manière compétitive, puis exportons, et échangeons également entre*

nous dans le cadre de la Zlecaf sur un marché de 1,3 milliard de personnes, doit être priorisée et réalisée."

La BAD a, dans ce sillage, affirmé qu'elle continuait d'appuyer l'opérationnalisation de la Zlecaf.

"La Banque travaille avec les pays africains qui élaborent des stratégies de mise en œuvre de la Zlecaf, les aidant à renforcer leurs capacités et à tirer parti des opportunités offertes par la libéralisation des échanges", souligne l'Institution.

Selon la Revue annuelle de l'efficacité du développement (ADER) 2020 de la Banque publiée cette semaine *"lorsque les entreprises peuvent commercer au-delà des frontières, l'industrie peut se développer, les économies peuvent se diversifier et les pays peuvent progresser dans la chaîne de valeur"*.

Le rapport souligne aussi que les investissements de la BAD en 2019

ont profité à un million de personnes précisant que *"les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui ont bénéficié des projets de la Banque ont triplé leur chiffre d'affaires à 1 milliard de dollars"*.

"La pandémie a, également, créé des opportunités pour l'Afrique de renforcer les capacités de fabrication locales de médicaments de base et essentiels, d'équipements de protection individuelle et d'autres équipements médicaux", selon la même source.

Il est, d'autre part, indiqué que la Banque *"entreprend une étude novatrice pour élaborer un plan à cet effet, qui sera prêt avant la fin de l'année. Le plan mettra en évidence les opportunités, les défis, les réformes politiques requises, les fenêtres de financement et les partenariats stratégiques à forger pour y parvenir"*.

R. E.

LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE

Plantation de près de 2,3 millions d'arbres résistants à l'horizon 2023

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural prévoit la plantation de près de 2,3 millions d'arbres fruitiers résistants à la sécheresse à l'horizon 2023, parallèlement à l'opération de mise en terre de 31,5 millions de plants d'arbres durant la campagne 2020-2021.

Selon un document remis à la presse, en marge de la campagne nationale de reboisement, dont le coup d'envoi officiel a été donné samedi par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, à partir de la wilaya de Tipasa, les services des forêts prévoient, au titre d'un programme de développement d'arbres fruitiers résistants à la sécheresse la *"production de plus de 2,3 millions d'arbres fruitiers, dont un million de plants de caroubiers, à*

l'horizon 2023". Un total de 500.000 plants de caroubiers, oliviers, pistachiers, amandiers et châtaigniers seront produits d'ici le premier trimestre de l'année prochaine, selon le document.

Ce programme, inscrit au titre de la politique du secteur visant à développer, valoriser et protéger les espaces forestiers, a pour objectif d'*"améliorer les conditions de vie des populations rurales"*, à l'instar d'autres programmes dédiés à l'encouragement de la création d'unités de petit élevage et d'apiculture.

L'Algérie est dotée d'un couvert végétal riche et diversifié s'étendant sur une surface de plus de quatre millions d'hectares, dont 1,42 million

d'hectares de forêts. 69 % de cet espace forestier sont occupés par le pin d'Alep et 21% par le chêne-liège, alors que 280.000 ha ont été réservés à des essences nouvellement plantées. A cela s'ajoutent 2,41 millions d'hectares de maquis.

Le document du ministère de l'Agriculture et du Développement rural a fait cas d'une perte, cette année, de plus de 41.000 ha du couvert végétal national, suite aux incendies de forêts qui s'étaient déclarés dernièrement.

La ressource forestière a enregistré, en outre, selon la même source, une importante dégradation ces dernières années en raison du surpâturage, l'exploitation illégale, l'extension urbaine et les feux de forêts qui rava-

gent annuellement près de 30.000 ha de végétations. A cela s'ajoutent des facteurs naturels qui ont accentué cette dégradation, dont le changement climatique à l'origine de vagues de chaleur et de sécheresse récurrentes qui réduisent et/ou perturbent le rôle des écosystèmes, est-il déploré dans le même document.

Selon la même source, les services des forêts prévoient la plantation de plus de 30.000 ha à l'horizon 2024, dont 19.356 ha destinés au renouvellement des espaces forestiers dégradés suite aux incendies et 11.000 ha au titre du programme d'aménagement des bassins-versants et de lutte contre la dégradation des terres dans les zones steppiques et sahariennes.

R. E.

YÉMEN

L'Onu exhorte à ne pas aggraver "une situation déjà désastreuse"

Alors que les États-Unis envisagent de placer les rebelles houthis du Yémen sur leur liste des "organisations terroristes", l'Onu a mis en garde sur les conséquences d'une telle décision sur la population civile.

L'administration Trump fera tout ce qu'elle pourra jusqu'au bout de son mandat pour porter des coups à l'Iran et ses proches. Parmi eux, les Houthis au Yémen. Mais dans ce cas, si Washington mettait sa menace d'inscrire les rebelles houthis sur leur liste des "organisations terroristes" à exécution, ce serait certainement les civils qui en paieraient les conséquences car cela rendrait bien plus compliquées les livraisons d'aide humanitaire. Vendredi, Antonio Guterres a demandé, sans les nommer, aux États-Unis "de ne pas faire tanguer le bateau. Nous devons tout faire pour éviter le risque d'une famine qui n'aurait probablement pas d'équivalent dans l'histoire récente, à part peut-être la tristement fameuse



famine en Éthiopie il y a des dizaines d'années de cela, a exhorté le secrétaire général de l'Onu. Dans cette situation très fragile au niveau de la famine, et alors que nous avons de l'espoir du côté des pourparlers, nous pensons qu'une initiative unilatérale ne serait probablement pas positive." Si les États-Unis inscrivent les rebelles yéménites sur leur liste, interagir avec des responsables houthis, gérer des impôts, utiliser le système

bancaire, rémunérer du personnel médical, acheter nourriture et pétrole mais aussi accéder à internet pourraient être entravés. L'Onu s'inquiète également des répercussions qu'aurait cette décision sur les avancées de pourparlers actuellement en négociation. Comme raisons d'une menace de famine accrue, le chef de l'Onu évoque une "réduction drastique" du financement de l'aide coordonnée par l'Onu comparé à 2018 et 2019,

l'instabilité du rial yéménite et des obstacles posés par les belligérants aux humanitaires sur le terrain. "J'exhorte tous ceux qui ont de l'influence à agir de toute urgence sur ces questions pour éviter une catastrophe. À défaut, nous risquons une tragédie non seulement dans la perte immédiate de vies, mais avec des conséquences qui se répercuteront sans fin à l'avenir", met-il en garde.

ÉTATS-UNIS

L'obstination de Donald Trump fracture le camp républicain

Donald Trump, à l'occasion d'un bref point de presse consacré aux prix des médicaments, vendredi 20 novembre, il a évoqué la "campagne, que j'ai d'ailleurs gagnée" alors que son adversaire démocrate, Joe Biden, a été déclaré vainqueur de la présidentielle depuis près de deux semaines, le 7 novembre.

Le refus du Président des États-Unis de reconnaître sa défaite a laissé tout d'abord le camp républicain interdit. Redoutant manifestement les admonestations publiques dont Donald Trump est coutumier, les plus hauts

responsables du Grand Old Party se sont contentés de défendre la légitimité des recours engagés devant la justice pour mettre au jour la fraude dénoncée par le président sortant avant même l'élection. Ils se sont de même abstenus de conférer à Joe Biden son titre de Président élu.

Cet attentisme atteint désormais ses limites. Il est devenu d'autant moins tenable que l'équipe d'avocats rassemblée par le Président a enregistré revers sur revers dans ses plaintes. Au point de s'en remettre désormais à des théories du complot qui mettent en

cause pêle-mêle de "l'argent communiste", le philanthrope George Soros et la famille Clinton. Ces théories, qui se concentrent notamment sur un logiciel électoral, Dominion, ont été exposées longuement jeudi au cours d'une conférence de presse par Rudy Giuliani et Sidney Powell, au siège du Parti républicain. "Saviez-vous que nos votes étaient comptabilisés en Allemagne et en Espagne par une compagnie possédée par les affiliés de [l'ancien président vénézuélien Hugo] Chavez et de l'actuel Président Nicolas] Maduro ?", a ainsi lancé

l'ancien maire de New York. Des élus ont pris leurs distances. Le caractère fantaisiste de ces affirmations, ainsi que l'absence du moindre élément de preuve, ont poussé des élus à prendre leurs distances avec ces thèses soutenues activement par un écosystème de médias conservateurs, ainsi que par Donald Trump. Ce dernier multiplie en parallèle les pressions sur des responsables républicains pour qu'ils interviennent en sa faveur dans le processus de certification des résultats des différents États.

BIÉLORUSSIE

Mort d'un opposant au lendemain de son arrestation

Environ 5.000 personnes ont participé vendredi 20 novembre à Minsk aux funérailles de Roman Bondarenko, un militant d'opposition de 31 ans, mort à l'hôpital la semaine dernière au lendemain de son arrestation par la police. Proches et anonymes se sont retrouvés près d'une église de la banlieue de Minsk, beaucoup ont apporté des fleurs rouges et blanches – les couleurs de l'opposition – qu'ils ont ensuite déposées au cimetière du nord de la capitale où a été enterré Roman Bondarenko.

Cet ancien soldat de 31 ans a été arrêté par la police mercredi dernier à Minsk

après une altercation entre des habitants et des hommes masqués qui retireraient des rubans rouges et blancs accrochés dans une cour d'immeuble. Souffrant de lésions cérébrales, il est mort le lendemain dans un hôpital, sur fond de lourds soupçons de passage à tabac.

"Ramener Roman n'est pas en notre pouvoir, mais nous pouvons faire en sorte que de tels crimes ne se répètent jamais", a écrit la figure de proue de l'opposition, Svetlana Tsikhanovskaïa, en exil en Lituanie, sur sa chaîne Telegram. Aux funérailles, les gens ont applaudi

et chanté "Roma tu es un héros" – utilisant le diminutif de Roman – et "Je sors", une allusion au dernier message envoyé par le jeune homme à sa famille. Sonneur de cloches, Alexeï, qui a demandé que son nom de famille ne soit pas divulgué, a déclaré être venu prier pour l'âme de Roman Bondarenko.

L'opposition biélorusse réclame depuis plus de trois mois la démission du président Alexandre Loukachenko, réélu pour un sixième mandat en août malgré des accusations de fraude massive. Des manifestations hebdomadaires, chaque dimanche, ont réuni

jusqu'à plus de 100.000 personnes à Minsk, un record dans l'histoire de ce pays. La mobilisation était toutefois en baisse ces dernières semaines.

Alexandre Loukachenko, 66 ans, a répondu par la répression : des centaines de personnes sont arrêtées à chaque manifestation, tous les leaders de l'opposition ont été emprisonnés ou contraints à l'exil, et au moins 4 personnes sont mortes lors de manifestations ou après leur interpellation. Des manifestants arrêtés ont par ailleurs accusé la police de torture.

LIGUE 1

Le Chabab annonce la couleur

Pour son premier test majeur, le CR Belouizdad n'a pas fait dans le détail en venant à bout d'un rival, USM Alger (1-2), pour le compte de la Supercoupe d'Algérie de football et annonce ainsi la couleur.

PAR MOURAD SALHI

Après une longue période d'hibernation de plus de huit mois, en raison de la pandémie de coronavirus, le football national a repris ses droits avec cette belle affiche, sans public rappelons-le. Cette rencontre de Supercoupe d'Algérie s'inscrit dans le cadre de la saison 2018-2019 devant se jouer le 2 novembre 2019, avant d'être reportée. Contrairement à ce qu'a été dit avant la partie concernant le niveau technique, les 22 acteurs sur le terrain ont réalisé de belles choses.

Le Chabab, qui passait son premier gros test, avant l'entame de la saison, prévue le 28 novembre prochain, a vécu une soirée parfaite face aux gars de Soustara. Amir Sayoud a rapidement ouvert le score sur un penalty (10'), la nouvelle recrue Marcellin Koukpo a doublé la mise (33'), avant qu'Aymen Mahious réduise la marque (66').

Le CRB, champion d'Algérie sortant, a bel et bien confirmé sa renaissance et enchaîne avec un second trophée, alors que la formation de Soustara version Serppport rate le coche. Les deux formations algéroises ont jeté toutes leurs forces pour remporter le premier titre mis en jeu de la saison.



L'entraîneur français du CRB, Franck Dumas, qui n'a pas caché son ambition de "tout gagner cette saison", confirme ses ambitions. "J'estime que nous avons réalisé notre premier objectif de la nouvelle saison, où nous sommes engagés sur plusieurs fronts. Je suis un compétiteur et le défi ne me fait jamais peur", a-t-il indiqué.

Et d'ajouter : "Nous allons continuer à travailler encore pour être les plus performants possible. D'ailleurs, cette confrontation avec l'USMA, qui s'est bien renforcée durant le mercato estival, va nous servir de référence et de préparation pour notre première sortie en Ligue des champions d'Afrique", a-t-il dit. Il s'agit de la deuxième Supercoupe d'Algérie au palmarès des Belouizdadis, après celle de 1995, remportée contre la JS Kabylie (1-0). Le CR Belouizdad, champion d'Algérie en titre, débutera dimanche prochain la compétition continentale à domicile (5-Juillet), contre Al Nasr de Libye, dans le cadre du match aller du tour préliminaire de l'épreuve. Le coup d'envoi de la partie sera donné à

partir de 17h. Ce match se jouera à huis clos, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus. Le match retour aura lieu à l'extérieur, entre le 4 et le 6 décembre.

De son côté, l'USMA, sortie bredouille lors du précédent exercice et dont l'effectif a été largement renouvelé, rate une belle opportunité de renouer avec les titres après une année de disette. "Nous nous sommes bien préparés pour ce premier match de la saison. On voulait bien l'emporter pour nos supporters, mais ce ne fut pas le cas. Cela ne va pas nous freiner dans nos ambitions. Nous sommes au début d'une longue et difficile aventure. Il faut mettre tous les atouts de notre côté pour réussir nos objectifs", a indiqué, de son côté, l'entraîneur des Rouge et Noir, François Ciccolini.

Les coéquipiers de Hamza Koudri doivent se concentrer, désormais, sur le Championnat qui débutera le week-end prochain et le premier match de la saison à l'extérieur face à l'ES Sétif.

M. S.

QATAR

Belaïli buteur et en forme pour sa première

À la surprise générale, l'entraîneur du Qatar SC a décidé de compter dès le départ sur son joueur international algérien Youcef Belaïli pour son tout premier match et ce dernier lui a offert le seul but de la rencontre.

L'ancien joueur d'Al Ahli a tout fait durant ce match et sa longue durée des terrains ne s'est pas faite sentir durant les 91 minutes qu'il a disputées.

Belaïli était d'ailleurs derrière le

penalty obtenu par son équipe durant ce match lorsqu'il a servi magnifiquement en profondeur son attaquant qui s'est fait bousculer dans la surface. L'arbitre a directement sifflé un penalty pour le Qatar SC que Belaïli a converti en but et ouvert son compteur but en Championnat cette saison.

Utilisé en meneur de jeu et parfois en second attaquant, Belaïli a beaucoup souffert des interventions des joueurs

adverses qui n'ont pas trouvé de moyen de le stopper sauf en commettant des fautes sur lui.

L'Algérien a été victime d'un très gros tacle d'un défenseur adverse et il a quitté le terrain sur civière avant de faire son retour juste après.

L'ancien du MCO est sorti sous l'ovation du public présent durant ce match qui a été ébloui par la qualité technique de son nouveau joueur.

FRANCE

Boudebouz titulaire pour la première fois

Après avoir fait son retour dans le groupe de Saint-Etienne pour la première fois de la saison, Claude Puel a décidé de titulariser le meneur de jeu international algérien Ryad Boudebouz pour débiter la rencontre. Le joueur de 29 ans est titulaire pour le déplacement de son équipe sur le terrain de Brest, Boudebouz et Saint-Etienne auront pour but de remporter ce match et d'arrêter la série de défaite que connaît le club depuis plusieurs

journées. De son côté, l'autre international algérien Haris Belkebla est aussi titulaire du côté de Brest.

Magnifique premier but pour Abdelli

Titulaire aujourd'hui lors de la réception de Caen dans le derby normand en Ligue 2 française, l'ailier algérien Himad Abdelli n'a pas manqué l'occasion pour inscrire son tout pre-

mier but en professionnel.

Le joueur, qui a fêté ses 21 ans il y a quelques jours seulement, a attendu les dernières minutes de la première période pour montrer tout son talent. Abdelli a débuté l'action collective et l'a terminé par une magnifique frappe enroulée à ras de terre qui a touché le poteau avant de poursuivre son chemin dans les filets adverses, après plusieurs une-deux.

FRANCE

Zerkane et Bordeaux s'imposent à Rennes

L'international algérien Mehdi Zerkane est parvenu avec son équipe, les Girondins de Bordeaux à ramener les trois points de la victoire du terrain du Stade Rennais, avant-hier, pour le compte de la 11e journée du Championnat de France (1-0).

Le milieu de terrain algérien de 21 ans a été incorporé d'entrée par son entraîneur, Jean-Louis Gasset, et a cédé sa place après une heure de jeu. Dans l'ensemble, Zerkane a fait un bon match. Les Bordelais réalisent une bonne opération sur le terrain du Stade Rennais en empochant trois précieux points qui leur permettent de grappiller quelques places au classement pour se rapprocher un peu plus de la première moitié du tableau, puisqu'ils pointent à la 11e place avec 15 points au compteur.

Rappelons que c'est la deuxième titularisation de suite en Championnat pour le jeune milieu de terrain algérien avec les Girondins de Bordeaux.

Benlamri pas encore « à 100% »

Rudi Garcia, le coach de l'Olympique Lyonnais, a affirmé que l'international algérien Djamel Benlamri pourrait aider les Gones une fois qu'il aura retrouvé le meilleur de sa forme.

« Benlamri pourra nous aider quand il sera à 100% », a confié le coach lyonnais, vendredi dernier, en conférence de presse d'avant-match. Les Lyonnais se déplaceront à Angers, dimanche, pour y affronter le SCO pour le compte de la 11e journée de Ligue 1.

Pour rappel, Djamel Benlamri a été utilisé, il y a quelques jours, par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, durant la double confrontation face au Zimbabwe pour le compte des éliminatoires de la CAN 2021.

HALAÏMIA

Intérêt d'un club français l'été dernier

Francis Vrancken, le président du club belge de Beerschot Wilrijk, a affirmé qu'il y avait un intérêt réel pour l'international algérien, Mohamed Réda Halaïmia, durant le dernier mercato d'été.

« Il fallait être capable de mettre en place une équipe performante. C'est pourquoi nous n'avons vendu aucun joueur. Il y a eu plusieurs offres de 2 millions d'euros pour Noubissi et il y avait un intérêt concret pour Halaïmia et Vorogovskiy », a confié le responsable belge au média local GVA.

Le club de Beerschot Wilrijk avait, notamment, été sollicité par une formation de Ligue 1 française pour l'arrière droit de 23 ans. Très bon depuis le début de saison, l'ancien défenseur du MC Oran a réussi à montrer toutes ses qualités durant les dernières rencontres de l'équipe nationale en l'absence de Youcef Atal.

KICK-ASS



21h00



Dave Lizewski est un adolescent gavé de comics qui ne vit que pour ce monde de superhéros et d'incroyables aventures. Décidé à vivre son obsession jusque dans la réalité, il se choisit un nom - Kick-Ass - se fabrique lui-même un costume, et se lance dans une bataille effrénée contre le crime. Dans son délire, il n'a qu'un seul problème : Kick-Ass n'a pas le moindre superpouvoir... Le voilà pourchassé par toutes les brutes de la ville. Mais Kick-Ass s'associe bientôt à d'autres délinquants copycats décidés eux aussi à faire régner la justice

RAMBO 3



21h00



John Rambo s'est réfugié dans un monastère bouddhiste pour s'adonner à la méditation, loin du monde violent qui jusqu'ici a été le sien. Cette retraite est de bien courte durée car le colonel Trautman vient solliciter son aide pour une dernière mission à l'Est. Rambo refuse mais, quelques jours plus tard, il apprend que Trautman est tombé entre les mains du sadique colonel Zaysen, qui le retient prisonnier en Afghanistan. Le sang de Rambo ne fait qu'un tour et c'est bardé d'explosifs, qu'il parvient à passer la frontière grâce à l'aide des Mujahidins. Accompagné d'un guide et d'un enfant qui refuse de le quitter, il parvient à la forteresse

BODYGUARD



21h00



David assure la sécurité de Julia dans des conditions difficiles, d'autant que la détermination de la secrétaire d'État demeure intacte malgré les menaces qui pèsent sur elle. En effet, celle-ci entend faire passer son projet de loi sur le contre-terrorisme, quitte à attiser la colère de ses rivaux sur la scène politique. Dans cette conjoncture très tendue, David est tiraillé entre les sentiments qu'il éprouve pour elle Julia et les ordres de ses supérieurs

**SECRETS D'HISTOIRE
MOZART : LA LIBERTÉ
OU LA MORT !**



21h00



Stéphane Bern part sur les traces de Mozart en Autriche, à la découverte des merveilles de l'art baroque, des fastueux palais viennois, des plus beaux opéras d'Europe ou encore au château de Versailles où, âgé de 6 ans, ce génie précoce surprit Louis XV et sa cour. Voyageur indépendant et audacieux, Mozart refusa de se plier aux exigences de la cour et devint l'un des premiers musiciens indépendants de l'histoire de la musique. Le magazine lève également le voile sur ses nombreuses conquêtes amoureuses et sur les mystères qui entourent la mort de Mozart, notamment le fait que son corps n'ait jamais été retrouvé, ainsi que sur le vrai visage de Salieri, son fameux rival



**LA SELECTION
DU MIDI LIBRE**

DRIVE



21h00



Un jeune homme solitaire, «The Driver», conduit le jour à Hollywood pour le cinéma en tant que cascadeur et la nuit pour des truands. Très professionnel et peu bavard, il a son propre code de conduite. Jamais il n'a pris part aux crimes de ses employeurs autrement qu'en conduisant, et au volant, il est le meilleur ! Shannon, le manager qui lui décroche tous ses contrats, propose à Bernie Rose, un mafieux notoire, d'investir dans un véhicule pour que son poulain puisse affronter les circuits de stock-car professionnels. Celui-ci accepte mais impose son associé, Nino, dans le projet. C'est alors que la route du pilote croise celle d'Irene et de son jeune fils

**ON VOUS RACONTE...
PARENTS, JOB À PLEIN
TEMPS**



21h00



Au sommaire : «Mon fils, ce tyran !» Certains enfants font la loi à la maison : on les appelle «les enfants tyrans». Comment les parents désespérés peuvent-ils se faire aider ? ; «Quand les parents craquent.» Laëtitia est mère de deux enfants et dirige sa propre clinique vétérinaire. Comme 63 % des mamans qui travaillent, elle se déclare «épuisée». Isabelle, elle, élève seule son enfant d'un an et demi. Sans emploi, en huis clos avec sa fille, elle se sent dépassée par le moindre geste du quotidien ; «Je suis (encore) un Tangy !» L'entrée sur le marché du travail n'est pas toujours facile : un jeune sur deux de 18 à 29 ans vit toujours chez ses parents

**L'AMOUR
EST DANS LE PRÉ**



21h00



Chez Jérôme, tout baigne ! Sa dulcinée le cajole avec des attentions qu'il ne pouvait imaginer. Mahieu, toujours avec sa bonne humeur contagieuse, continue de roucouler avec Alexandre, son prétendant. On retrouve Paul-Henri avec ses prétendantes, la trépidante Maïté et l'introvertie Aline. Pour mieux les connaître, l'agriculteur boute-en-train avait prévu une nuit à la belle étoile. En Nouvelle-Aquitaine, Cathy, travailleuse acharnée, a accueilli chez elle François, son unique prétendant. Avec un début de séjour très chargé, cette viticultrice au fort tempérament a quelque peu apeuré son prétendant, qui aspire à plus de calme

**JOSÉPHINE,
ANGE GARDIEN**



21h00



Joséphine, propulsée concierge d'un magnifique hôtel-casino, accueille Tom Delorme et ses deux complices du Camping Paradis, Xavier et André, venus assister au mariage d'Ariane, l'ex-petite amie de Tom. Quelle n'est pas la surprise de celui-ci en découvrant qu'Arthur, l'heureux fiancé, lui ressemble comme deux gouttes d'eau... mais avec quelques kilos en plus. Pour Xavier et André, il est évident qu'Ariane n'a pas totalement oublié Tom. Impression renforcée par la future mariée, qui semble fébrile et hésitante à 24 heures de la cérémonie



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.63.80.82 et 87
Rédaction : Tél-Fax : 021.63.79.16
Publicité : Tél-Fax : 021.63.79.14
publicite@lemidi-dz.com
Pour votre publicité s'adresser à l'ANEP, 01 Avenue Pasteur, Alger
Tél. : 021.73.76.78 et 73.71.28
Bureau de Constantine : 100, rue Larbi Ben M'hidi -

Constantine -Tel/Fax : 031.64.17.53
Bureau de Annaba 24 rue Med-Khemisti
Tél. : 038.86.11.57
Bureau de Tizi-Ouzou Cité Mohamed-Boudiaf BT 29 A
Nouvelle-Ville T. O.
Tél-Fax : 021.93.69.29

Impression : Centre : SIA Diffusion : Midi libre
Est : SIE Diffusion : AMP Ouest : SIO
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire : SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fadjr	06:04
Dohr	12:34
Asr	15:15
Maghreb	17:37
Icha	19:00

CORONAVIRUS

Les vaccins contre la Covid-19 au coeur d'un G20 inédit, en mode virtuel

Un sommet virtuel, pour des défis bien réels, à commencer par une pandémie qui tue en masse et secoue l'économie mondiale: les dirigeants du G20, réunis dans un format virtuel inédit, ont appelé à la solidarité face à la Covid-19, en particulier pour l'accès aux vaccins.

"Nos peuples et nos économies souffrent encore de ce choc, mais nous ferons tout notre possible pour surmonter cette crise grâce à la coopération internationale", a déclaré le roi Salmane d'Arabie saoudite, à l'ouverture de cette rencontre de deux jours, par écrans interposés.

Il est apparu au côté du prince héritier Mohammed ben Salmane, et entouré de vignettes montrant en direct les dirigeants des plus grandes puissances mondiales, une image devenue familière.

Non sans quelques instants insolites: le président français, Emmanuel Macron, plaisantant avec un interlocuteur hors champ, son homologue chinois, Xi Jinping, faisant appel à un assistant armé d'une télécommande...

Le président américain Donald Trump a, quant à lui, fait une brève apparition avant de se rendre à son golf proche de Washington.

Selon un communiqué de la Maison Blanche, il a salué son propre bilan, ayant "mobilisé toutes les ressources à sa disposition pour répondre à la crise", notamment pour "lancer des traitements révolutionnaires et développer des vaccins en un temps record, qui sauveront des millions de vies".

Sans surprise, la pandémie a dominé les premiers échanges, à l'heure où la course aux vaccins s'accélère.

"Serons-nous prêts à garantir l'accès (aux vaccins) à l'échelle planétaire, et à éviter à tout prix le scénario d'un monde à deux vitesses, où seuls les plus riches pourraient se protéger du virus?", a demandé samedi le président français Emmanuel Macron, dans une adresse par visioconférence à ses homologues, qu'il a ensuite tweetée. Face à la Covid-19, qui a infecté plus de 55 millions de personnes et en a tué plus de 1,3 million à travers le monde, le Président chinois a, lui, estimé que la



réponse devait aussi être économique. "Nous devons réduire les taxes et les barrières douanières, et nous pencher sur la libéralisation des échanges d'équipements médicaux essentiels", a-t-il ainsi estimé.

Avant même que le G20 ne commence, le patron de l'ONU, Antonio Guterres, avait rappelé qu'il "manque 28 milliards, dont 4,2 avant la fin de l'année", pour financer l'ACT-Accelerator, un dispositif de l'Organisation mondiale de la santé, devant garantir que les pays riches ne monopoliseront pas les traitements, tests ou vaccins. "L'accès à la vaccination doit être possible et abordable, pour chaque pays. Les fonds promis jusqu'à présent ne sont pas encore suffisants pour y parvenir. Je vous demande donc à tous, de soutenir cette initiative importante. Cette aide à court terme est dans notre intérêt", a dit la chancelière Angela Merkel à ses homologues. Le G20 - qui regroupe notamment les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Inde, le Brésil, la Corée du Sud, la Russie, l'Australie, l'Indonésie et l'Arabie saoudite-, représente les deux tiers de la population de la Terre, 80% du commerce mondial et plus de 85% de la richesse produite annuellement sur la planète. Ce club des puissants doit aussi se pencher sur la dette des pays les moins avancés, dont plusieurs sont menacés de défaut de paiement. Le G20 a adopté, en

avril, un moratoire sur le paiement du service de la dette de six mois, qui court jusqu'en juin 2021. M. Guterres a demandé un "engagement ferme", pour que ce délai de grâce soit prolongé jusqu'à fin 2021. L'ombre des atteintes aux droits humains en Arabie saoudite, royaume ultra-conservateur, plane aussi sur le sommet, dont Ryad espérait faire une vitrine fastueuse, notamment pour l'ambitieux programme de réformes économiques, censé réduire la dépendance à la manne pétrolière, orchestré par le prince héritier Mohammed ben Salmane.

Son ascension s'est accompagnée d'une répression accrue contre les voix dissidentes qui embarrasse les partenaires internationaux de Ryad, de l'assassinat du journaliste critique Jamal Khashoggi à la détention de militantes féministes comme Loujain al-Hathloul. La soeur de cette dernière, Lina Al-Hathloul, avait ainsi déclaré à l'AFP, avant le sommet: "La nouvelle Arabie saoudite de MBS, on n'y croit plus vraiment. Les vrais réformateurs de ce pays sont aujourd'hui derrière les barreaux et ne peuvent plus s'exprimer". "Il faut que les leaders du monde soient notre voix", avait-elle espéré. "Les investisseurs ne sont pas des journalistes, ils cherchent des pays où ils peuvent faire confiance à un gouvernement efficace", a répliqué samedi Khaled al-Faleh, ministre saoudien de l'Investissement, lors d'un point-presse.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Extension des inscriptions finales et des transferts, pour les titulaires du baccalauréat

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Ben Zayan, a annoncé aujourd'hui, la prolongation des inscriptions finales et des transferts, pour les titulaires du baccalauréat du cours de septembre 2020, dans un post sur sa page Facebook. Le ministre a déclaré: "Nous portons à la connaissance de tous les titulaires du Baccalauréat septembre 2020, que les inscriptions finales et les transferts seront prolongés aujourd'hui 22 et demain 23 novembre 2020" et a confirmé la tutelle de l'apprentissage halal récemment adressée aux responsables des séminaires régionaux des universités, y compris aux directeurs des établissements universitaires pour les nou-

veaux titulaires du baccalauréat qui ont échoué à la finale année universitaire, intitulée 2020 2021. Ils sont tenus de s'adresser à l'établissement d'enseignement supérieur et de formation de leur département géographique, pour mener à bien ce processus en déposant directement leur demande d'inscription finale dans le domaine ou la branche de leur choix auprès de l'établissement d'enseignement supérieur qui garantit cette formation. Ils seront placés conformément à l'Instruction de tutelle n°1370 du 19 novembre 2020, pour les dispositions d'inscription et les orientations spécifiées dans la publication n°1 du 17 septembre 2020, concernant l'inscription initiale des nouveaux titu-

laire du Baccalauréat intitulé année universitaire 2020 2021.

La tutelle a souligné la nécessité de respecter la règle des taux minimaux générés par le traitement des informations des cartes de vœux, sur la base de cette règle, le dossier d'enregistrement final est traité.

Dans les deux cas, l'orientation est faite conformément aux deux conditions précédentes, et chaque établissement universitaire concerné à la fin du processus d'inscription de ces étudiants doit inclure les listes des inscrits via le digital floor program, en coordination avec la Direction des réseaux, des médias et des systèmes de communication de l'Université.

SKIKDA

Tremblement de terre de 5,2 degrés près d'El Harrouch

Un tremblement de terre, d'une magnitude de 5,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter, a été ressenti ce 22 novembre à 04h53, dans la wilaya de Skikda, annonce le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). Le CRAAG ajoute que l'épicentre du séisme a été localisé à 12 km au Sud-ouest d'El Harrouch, dans la wilaya de Skikda.

Cette secousse tellurique a été ressentie dans 6 wilayas, à savoir Skikda, Jijel, Constantine, Annaba, Guelma et Mila. Les habitants de ces wilayas ont été tirés de leur lits, par la force de la secousse. Une réplique, d'une magnitude de 3,9 degrés, a été enregistrée vers 6H19, selon le CRAAG.

Pour l'heure, on ne sait pas si le tremblement de terre a causé des dégâts humains ou matériels.

IMPÔT FORFAITAIRE UNIQUE

De nouveaux formulaires de déclarations mis à la disposition des contribuables

La Direction générale des Impôts a annoncé, dimanche, la mise à disposition des contribuables relevant du régime de l'Impôt forfaitaire unique (IFU), de nouveaux formulaires de déclarations fiscales.

"La Direction générale des Impôts porte à la connaissance des contribuables, relevant du régime de l'Impôt forfaitaire unique (IFU), que les nouveaux formulaires de la déclaration définitive série Gn 12 bis, et de la déclaration définitive-Nouveaux contribuables-série Gn 12 ter, sont publiés et téléchargeables sur le site web de la DGI", a précisé l'Administration fiscale sur son site web. La même source a précisé, que "les contribuables, relevant du régime de l'IFU, doivent obligatoirement souscrire, au plus tard le 20 janvier de l'année 2021, une déclaration définitive (série Gn 12 bis), laquelle doit faire ressortir le chiffre d'affaires ou les recettes professionnelles effectivement réalisés". S'agissant des nouveaux contribuables, ceux-ci sont tenus de produire "la déclaration définitive (série Gn 12 ter), au plus tard le 31 décembre de l'année 2020", a fait savoir la DGI.

FOOT BALL

Delor inscrit un doublé et refait le "scénario" du Zimbabwe

L'international algérien, Andy Delor, a signé un nouveau contrat avec son équipe de Montpellier à Strasbourg, pour le 11e tour du Championnat de France.

Delor a marqué son premier et son deuxième but, à la 13e minute, d'une tête puissante, avant d'ajouter ses deuxième et troisième à la 31e minute, donnant à Montpellier une avance de trois buts. Le champion d'Afrique a porté son nombre de buts à 6, depuis le début de la saison.